

Groupement d'intérêt scientifique Institut pour la Recherche en Santé Publique (GIS IReSP)

Rapport d'activités 2021, validé le 21 avril 2022 par les membres du Comité Exécutif

Dans le présent document, le genre masculin est utilisé au sens neutre pour la description des fonctions, des titres ou des qualités des agents (chercheur, président, directeur, ...). Ces termes désignent de façon générique autant les femmes que les hommes. Par ailleurs, évoluant vers une démarche d'accessibilité numérique, le rapport n'est pas mis en forme avec le format "justifié".



Sommaire

Introduction	3
I. Structuration de l'équipe de l'IReSP	4
II. État des lieux et identification des besoins de la recherche.....	6
1. Les défis de la recherche participative	6
2. Services, interventions et politiques en santé	7
3. Les addictions.....	8
4. L'Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap	8
III. Soutien et accompagnement des projets de recherche	11
1. Appels à projets de recherche	11
2. L'accompagnement du programme de recherche PrevHPV	19
3. Suivi des projets financés.....	20
IV. Autres outils de support à la recherche : l'élaboration du Portail FReSH	24
V. Actions d'animation de la communauté et de communication	25
1. Les Rendez-vous de l'IReSP	25
2. Les Cafés de l'IReSP	28
3. Autres évènements	29
4. Subventions accordées pour l'organisation de colloques (hors AAP)	30
5. Outils de Communication	31
ANNEXE 1 : Liste des projets retenus pour financement par AAP en 2021	35
ANNEXE 2 : Résultats préliminaires du projet PrevHPV	40

Introduction

En 2021, l'IReSP a eu la joie d'accueillir **2 nouveaux Membres** : l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) et l'Ined (Institut national d'études démographiques), qui sont venus rejoindre les dix Membres signataires initiaux de la convention (la DGS, la Drees, le CNRS, la CNAM, la CNSA, l'INCa, l'Inserm, le MESRI, la Mildeca et Santé publique France¹).

L'équipe de l'IReSP et les Membres se sont retrouvés le 27 mai 2021 pour échanger sur les attentes de chacun vis-à-vis de l'IReSP et se projeter collectivement sur les prochaines années. Un atelier de travail a porté plus spécifiquement sur les actions de diffusion des connaissances.

Cette année a aussi été marquée par la mise en place du **Comité d'Orientation Scientifique (COS)**, nouvel organe consultatif, garant de la pertinence et de la qualité scientifique des activités de l'IReSP. Ce comité s'est réuni pour la première fois le 25 novembre 2021.

Cette année a par ailleurs permis de poursuivre et renforcer les actions entreprises dans le cadre de la nouvelle convention constitutive de l'IReSP signée en 2020, et de lancer de nouvelles actions, concernant tout particulièrement l'identification des enjeux et besoins de recherche ainsi que la diffusion et la mise en valeur des résultats tels qu'inscrits dans le modèle d'actions de l'IReSP.

Figure 1 : Modèle d'actions de l'IReSP



Quelques chiffres sur 2021

Lancement de 5 appels à projets (AAP), 1 appel à subventions doctorales et 2 appels à actions de structuration.

42 projets et 7 réseaux de recherche financés pour un montant de plus de 12 millions d'euros.

Organisation de 6 Rendez-vous de l'IReSP et 2 cafés de l'IReSP, suivis par plus de 500 participants au total.

3 numéros de la revue Questions de santé publique et publication de 4 rapports (État des lieux, Livrets de résultats).

Après des éléments sur l'équipe de l'IReSP, ce rapport d'activité présente les actions menées par l'IReSP au cours de l'année 2021 selon un plan suivant le modèle d'actions de l'IReSP présenté ci-dessus en Figure 1.

¹ DGS (Direction Générale de la Santé), Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques), CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), CNAM (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie), CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie), INCa (Institut National de lutte contre le Cancer), Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médical), MESRI (Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation), Mildeca (Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives) et Santé publique France.

I. Structuration de l'équipe de l'IReSP

Durant l'année 2021, l'équipe s'est renforcée. Fin 2021, elle était constituée de 14 personnes (dont onze personnes qui occupent des fonctions de chargé de mission, chargé de gestion ou d'assistant), contre 10 en décembre 2020. En accord avec le Bureau des contrats de l'Inserm, le chargé de gestion est maintenant basé au sein de l'IReSP pour la gestion des actes financiers et des conventions avec les lauréats des appels à projets, permettant un suivi plus rapproché avec les chargés de mission.

A ces 14 personnes, s'ajoute une personne rattachée au Bureau des contrats de recherche (BDCR) de l'Inserm et dédiée à 50% de son temps à l'IReSP ainsi qu'une personne à temps partiel rattachée au Pôle Recherche Clinique de l'Inserm. Le CNRS apporte également un soutien en personnel, à hauteur d'1/5 d'ETP par an pour la réalisation d'activités transversales aux membres du GIS.

A défaut d'être en mesure de proposer des CDI, la direction de l'IReSP a maintenu sa volonté de proposer des contrats CDD de 2 ans ou plus dès que les conventions le permettaient.

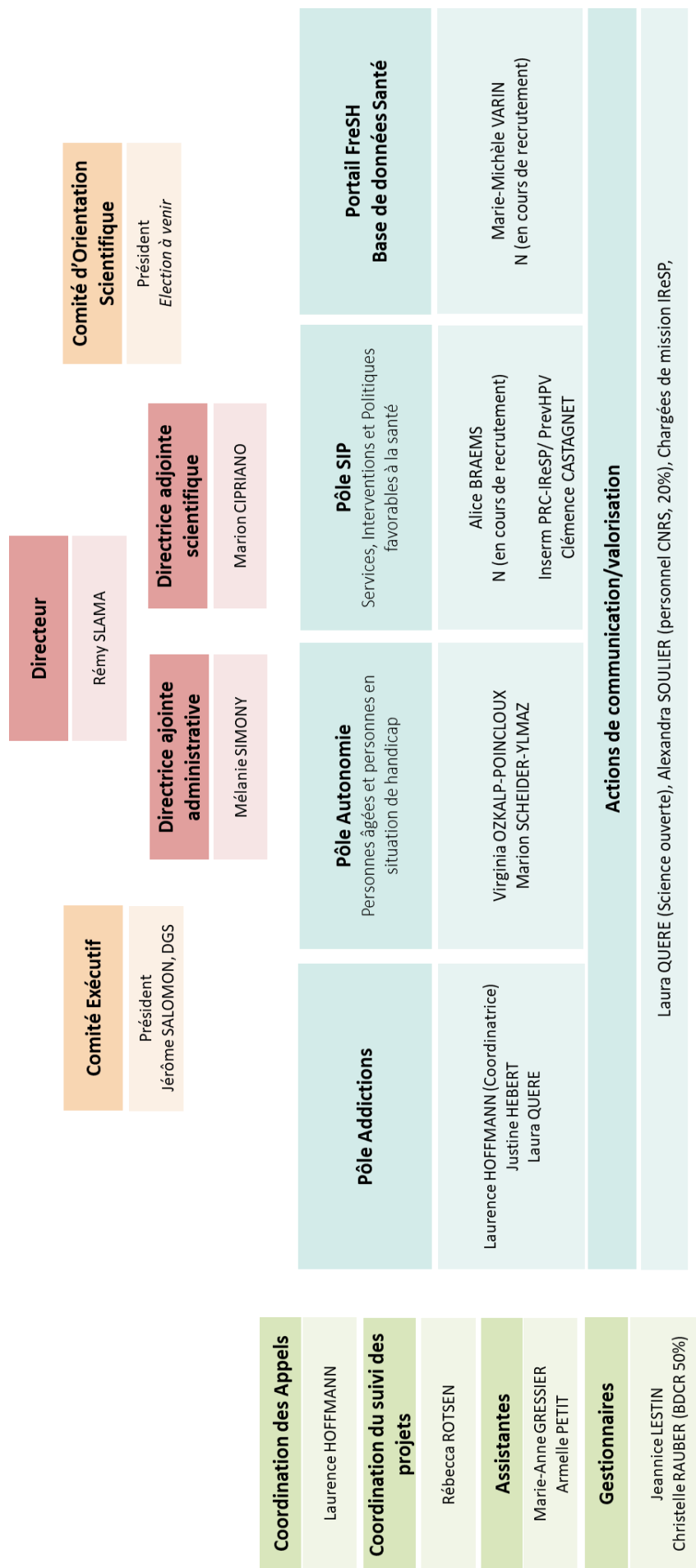


Figure 2 : Organigramme de l'IReSP en décembre 2021

Tableau 1 : Personnels en activité en 2021

Personnels	
En activité en décembre 2021	Rémy Slama* : Directeur de l'IReSP
	Marion Cipriano* : Directrice adjointe scientifique (temps plein)
	Mélanie Simony* : Directrice adjointe administrative (temps plein)
	Laurence Hoffmann : Coordinatrice des AAP et du pôle Addictions (temps plein) depuis novembre 2020
	Virginia Ozkalp-Poincloux : Chargée de mission (temps plein)
	Justine Hebert : Chargée de mission (temps plein)
	Rebecca Rotsen : Chargée de mission (temps plein)
	Marie-Anne Gressier : Assistante (temps plein)
	Marion Scheider-Ylmaz : Chargée de mission (temps plein) arrivée en janvier 2021
	Laura Quéré : Chargée de mission (temps plein) arrivée en mars 2021
	Armelle Petit : Assistante (temps plein) arrivée en septembre 2021
	Alice Braems : Chargée de mission (temps plein) arrivée en octobre 2021
	Marie-Michèle Varin : Chargée de mission (temps plein) arrivée en octobre 2021
	Christelle Rauber* : Gestionnaire au Département des Affaires Financières (DAF) de l'Inserm (mi-temps)
Départs en 2021	Marie Lai : Gestionnaire au DAF de l'Inserm (temps plein) jusqu'en août 2021
	Sandy Rouah : Chargée de mission (temps plein) jusqu'en août 2021
	Marielle Le Rumeur : Chargée de mission (temps plein) jusqu'en septembre 2021

* Personnel Inserm

II. État des lieux et identification des besoins de la recherche

1. Les défis de la recherche participative

Depuis 2020, l'une de ses missions principales de l'IReSP est de « promouvoir l'association des parties prenantes aux démarches de recherche notamment dans une perspective de recherche participative ».

Dans ce cadre, l'IReSP organise un colloque en 2022 sur les enjeux et pratiques des recherches participatives dans le champ de la santé publique, des addictions et de l'autonomie des personnes en situation de handicap et des personnes âgées. Ce colloque vise à réunir la diversité d'acteurs intéressés par les pratiques de recherche participatives dans ces domaines afin de favoriser leurs échanges, identifier leurs besoins et renforcer leurs capacités à mener et à soutenir le développement de démarches participatives ainsi qu'à proposer de nouveaux projets et actions structurantes et innovantes.

Un groupe de travail associant chercheurs, Membres du GIS et autres parties prenantes sur les différents champs thématiques soutenus par l'IReSP s'est réuni mensuellement à partir de juin 2021 afin de préparer ce colloque et en définir le programme.

Un appel à communications a été lancé le 8 octobre 2021 afin de sélectionner des retours d'expériences d'acteurs ayant participé à des démarches participatives en recherche autour de défis et enjeux suivants :

- Défi 1 : Organiser et animer la rencontre entre les acteurs.
- Défi 2 : Renforcer la participation des acteurs à la recherche.
- Défi 3 : Poser les conditions pratiques pour les recherches participatives
- Défi 4 : Valoriser et capitaliser les recherches participatives.

Les communications pouvaient être orales ou affichées et porter sur une recherche participative, en cours ou terminée, ou sur un réseau de recherche « participatif » (car associant scientifiques et parties prenantes de la

recherche). 51 formulaires de soumission ont été déposés et évalués par le groupe de travail du colloque et 21 communications retenues.

2. Services, interventions et politiques en santé

a. Groupe de réflexion avec les Membres de l'IReSP

Ce groupe de travail constitué des différents Membres de l'IReSP avait pour objectif de définir la programmation de l'année sur le programme de soutien à la recherche sur les services, interventions et politiques en faveur de la santé. Il s'est réuni 4 fois en début d'année pour faire un état des lieux du paysage des AAP concernant un champ similaire, définir le périmètre et les spécificités du prochain AAP de ce programme en fonction des synergies identifiées sur les besoins de chacun et des moyens disponibles. Une réflexion a aussi porté sur les actions à mettre en œuvre en termes d'animation et structuration des communautés en lien avec le périmètre de l'AAP.

b. Groupe de travail « Services, Interventions et Politiques en Santé »

L'objectif du groupe de travail sur les services, interventions et politiques en santé, animé par Karine Chevreul (ECEVE UMR 1123) et Denis Raynaud (IRDES), était de créer et d'animer des espaces de dialogue pluridisciplinaires dans ce champ de recherche, de produire un état des lieux et des préconisations pour développer et structurer le champ de la *recherche en services, interventions et politiques en santé* en France ainsi que de faire entendre les priorités françaises dans la construction du partenariat européen « *Transforming Health and Care Systems* » (cf. ci-dessous).

Ce groupe a travaillé sur une *étude bibliométrique* réalisée avec l'aide de Mme Adjadj (Département de l'Evaluation et du Suivi des Programmes de l'Inserm). Les résultats de ces travaux ont été présentés aux Membres de l'IReSP le 21 mai 2021 lors d'une réunion du groupe de réflexion sur le champs « Services, interventions et politiques en santé ».

A la suite de ce bilan, l'IReSP a soutenu et accompagné la réalisation d'une *étude de consensus à l'échelle nationale afin d'identifier les priorités de ce champ de recherche pour les 5 ans à venir*. Cette étude a été menée par Emma Caubel lors de son stage de M2 avec un encadrement scientifique réalisé par Karine Chevreul et Morgane Michel de l'UMR 1123- Unité ECEVE. Cette consultation a été réalisée grâce à une méthodologie de recherche de consensus (avec 2 vagues de questionnaires successives puis réunion collective de présentation et discussion des résultats) auprès de chercheurs, institutionnels, offreurs de biens et services de santé et représentants de la société civile. Cette approche a permis de valider des priorités de recherches ayant émergé dans deux consultations passées, celle européenne dans le cadre de la Coordination and Support Action CSA To-Reach et celle conduite par l'IReSP en 2017. Parmi les priorités identifiées, 2 sont apparues hautement prioritaires : le thème « Parcours de santé ; intégration ; coordination » avec en particulier le sous-thème transversal de la « Prévention » ainsi que le sous-thème « Financement de la Prévention » dans le thème « Gouvernance et financement ».

Les opinions de participants sur les thématiques présentées ont aussi pu être récoltées, tant sur le plan de la recherche et des innovations nécessaires que sur des préoccupations de mise en place et développement de ces innovations sur le terrain. La diversité des experts participants a également permis de déceler des divergences d'opinion d'un groupe de partie prenante à l'autre à propos de la hiérarchisation des priorités identifiées. Les résultats de cette étude ont été présentés au groupe miroir national de la CSA To-reach le 11 juin 2021 et sont accessibles ici :

<https://iresp.net/wp-content/uploads/2021/10/Memoire-M2-Emma-Caubel-ECEVE.pdf>

Enfin, ce groupe de travail a également mené en parallèle une réflexion sur l'implication des acteurs non chercheurs à des projets de recherche dans ce champ. Dans la continuité d'un 1^{er} webinaire organisé en décembre 2020 sur ce thème, le groupe a organisé un second webinaire (5^{ème} Rendez-vous de l'IReSP : « *Les conditions de participation : représentation, rémunération et éthique dans le cadre des approches participatives pour la recherche en santé publique* ») visant à approfondir les réflexions sur les conditions de participation de ces acteurs, en particulier sur les aspects éthiques, la question de la rémunération et celle de la représentation (Cf partie V.1).

c. *Contribution à la construction du Partenariat européen Transforming Health and Care Systems*

Dans la continuité de la CSA TO-REACH (*Towards a joint European research programme on health services and system*), les États Membres, en lien avec la Commission européenne, préparent un partenariat européen dans le cadre du prochain Programme-cadre européen de recherche Horizon Europe. La proposition doit être soumise à la Commission européenne au 1^{er} trimestre 2022.

En 2021, les travaux de construction et de rédaction de ce partenariat se sont poursuivis avec des représentants des pays suivants : Autriche, Belgique, Finlande, France, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Espagne, Suède et Suisse. Le Partenariat proposé se situe en grande partie dans la continuité de la CSA TO-REACH, donne une place importante à la recherche, concerne l'ensemble de la population et concerne les services, interventions, et politiques en santé de manière large (intégration notamment de la prévention et des actions hors des systèmes de soins). La participation française a été assurée par Arnaud de Guerra (Inserm) et Diane Tassy (DGOS), en lien avec l'IRESP et un groupe miroir national composé des principaux acteurs français intéressés par la thématique.

En particulier l'IRESP a appuyé l'Inserm et la DGOS dans la construction du partenariat, fait remonter les priorités qui ont émergé de l'étude de consensus menée par Emma Caubel et animer le groupe miroir national qui s'est réuni en juin 2021. Celui-ci est composé de représentants des institutions impliquées et de chercheurs et constitue un outil de pilotage stratégique pour porter les préoccupations françaises au niveau de l'Europe. Son rôle est notamment de clarifier les questionnements et préoccupations des acteurs français et de s'assurer de la pertinence de ce qui est proposé dans un processus de construction collective.

3. Les addictions

L'IRESP a amorcé en 2020 un travail d'état des lieux de la recherche sur les addictions, en lien avec le DESP² de l'Inserm. Ce travail a pour objectif de proposer un éclairage sur les caractéristiques du paysage concernant la recherche sur les addictions en France, de situer la France dans un contexte international et d'identifier les forces et faiblesses de ce champ de recherche. Cette action s'inscrit dans le cadre du Fonds de lutte contre les addictions, plus spécifiquement dans la mise en œuvre de son axe 4 « Soutenir la recherche appliquée et l'évaluation des actions de prévention et de prise en charge ».

Pour accompagner la réalisation de cet état des lieux, un comité scientifique a été mis en place. Il est constitué de 5 chercheurs travaillant sur les addictions dans des champs disciplinaires divers et travaillant sur différents types de substances psychoactives. En plus d'accompagner l'IRESP dans la réalisation de l'état des lieux, ce comité a contribué à la préparation d'une concertation avec les communautés de recherche pour identifier les besoins actuels de la recherche dans ce champ tant en termes de champs thématiques que d'outils pour soutenir et renforcer cette recherche. Ce comité a été lancé en septembre 2020 et s'est réuni mensuellement jusqu'au début de l'été 2021.

L'état des lieux a été publié en novembre 2021, il est consultable sur le site de l'IRESP :

<https://iresp.net/publication/etat-des-lieux-de-la-recherche-francaise-sur-les-addictions-2015-2020/>

Ce document a ensuite servi de support pour le mois de concertations qui s'est déroulé en janvier 2022, réunissant des membres de la communauté scientifique afin d'aboutir à un état de lieux partagé et d'élaborer des recommandations pour renforcer la recherche sur les addictions. Celles-ci seront transmises aux instances décisionnelles du Fonds de lutte contre les addictions.

4. L'Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap

a. *Bilan des appels à projets 2011-2019 du programme « handicap et perte d'autonomie » (CNSA/IRESP)*

Entre 2020 et 2021, l'IRESP et la CNSA ont réalisé un bilan du programme de soutien à la recherche « Handicap et perte d'autonomie » (HPA) – devenu « Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap » dans son volet financement de projets via les 22 appels à projets lancés entre 2011-2019 (Annexe 1).

² Département de l'Evaluation et du Suivi des Programmes

Ce bilan avait pour objectif de caractériser l'action de structuration et de développement de la recherche dans le champ de l'autonomie à travers l'étude des projets déposés et financés, dans le cadre des AAP gérés par l'IRéSP et financés par la CNSA afin d'accompagner au mieux l'évolution de ce programme de soutien à la recherche.

Ce bilan a été publié le 12 juillet 2021 par la CNSA et relayé par l'IRéSP en septembre sur le site internet et dans la lettre d'information mensuelle (Accéder au document [en cliquant ici](#)).

b. Développement de la recherche sur l'autisme en sciences humaines et sociales

Dans le cadre de la Stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neuro-développement (2018-2022), qui a défini des priorités de recherche visant à développer les connaissances sur la spécificité et la complexité des situations de handicap en lien avec les troubles du spectre de l'autisme (TSA), l'IRéSP a entrepris avec la CNSA une politique de soutien et de développement de la recherche sur l'autisme en sciences humaines et sociales.

A ce titre, plusieurs actions ont été menées depuis 2019 par l'IRéSP et la CNSA auprès de la communauté scientifique travaillant sur cette thématique, ainsi qu'auprès des parties prenantes de la recherche dans une logique de développement de la recherche participative sur ce sujet.

Le séminaire « Autisme et Sciences humaines et sociales : enjeux et perspectives de recherche », organisé par l'IRéSP avec le soutien de la CNSA les 6 et 7 novembre 2019, a permis notamment d'identifier collectivement des besoins et questions de recherche en sciences humaines et sociales dans le champ de l'autisme, et de préfigurer ainsi un cycle d'appels à projets sur cette thématique : « Autisme et sciences humaines et sociales » lancé en 2020, puis renouvelé en 2021 et en 2022.

En parallèle des appels à projets, un *webinaire de présentation des recherches financés par l'IRéSP et la CNSA* a été organisé le 15 avril 2021, intitulé « L'évolution du soutien de la recherche sur l'autisme : vers une structuration de la recherche en SHS » (3^{ème} Rendez-vous de l'IRéSP, voir V.1). Outre la présentation des projets, cette journée a été l'occasion d'entendre différents points de vue sur les besoins de recherche en SHS sur l'autisme au cours d'une table ronde intitulée : Pour une évolution de la recherche sur l'autisme : quels apports des sciences humaines et sociales ? ». Suite à sa participation, Karen Buttin, concernée directement par l'autisme, a proposé un retour d'expérience, élément précieux et novateur, qui s'inscrit dans la logique de co-construction que souhaite soutenir l'IRéSP et la CNSA. Le replay et le document, publié le 17 juin 2021, sont disponibles sur le site de l'IRéSP ([ici](#)).

c. Cycle thématique sur l'offre médico-sociale et sa transformation

L'année 2021 correspond à la mise en œuvre d'un cycle de réflexion et d'échanges sur la thématique de l'offre médico-sociale et de sa transformation. Dans cette perspective, plusieurs activités ont été organisées.

D'abord, en mars, *une rencontre entre les directions de la CNSA et l'IRéSP* a été organisée afin d'échanger sur les besoins actuels de connaissances nouvelles pour accompagner la transformation de l'offre médico-sociale. Ce temps a permis d'une part de présenter les axes de recherche investigués par les chercheurs et ceux moins étudiés, et de mettre en écho ces constats avec les besoins d'éclairage formulés par les acteurs chargés de mettre en œuvre l'offre médico-sociale dans le champ de l'autonomie. Cet échange a permis d'identifier certains grands chantiers de la transformation de l'offre médico-sociale qui pourraient être approfondis à l'occasion d'événements scientifiques à venir.

Puis, un 1^{er} *webinaire de présentation des résultats de recherche éclairant l'offre médico-sociale et sa transformation* s'est tenu le 20 mai 2021 (voir V.1) afin d'identifier les connaissances récemment produites et les avancées des projets en cours pour pouvoir notamment identifier en creux les manques.

Ensuite, *une table ronde sur les « Défis de l'offre médico-sociale dans le champ de l'autonomie »* a été organisée en matinée du 16 novembre 2021. Celle-ci a permis d'éclairer 3 grands défis dans ce secteur, à savoir celui de la désinstitutionalisation et des enjeux qu'elle soulève, celui de la prise en charge à domicile et du rôle des aidants dans l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie, et enfin la pluralité des acteurs, savoirs et pratiques du secteur et des défis de coordination et de transférabilité que cela soulève. Le détail de cet événement est accessible ici : [7^{ème} Rendez-vous de l'IRéSP](#).

Enfin, une réflexion sur « Les angles morts de la recherche sur le médico-social » a été préparée pour 2022. Son objectif est de mettre en dialogue acteurs de la recherche et acteurs professionnels afin de pointer des phénomènes, pratiques, enjeux ou thématiques spécifiques jusqu'ici peu investigués par les chercheurs et dont l'éclairage permettrait de nourrir l'action publique.

d. Annuaire des chercheurs investis dans la recherche sur les personnes âgées

Le constat d'un déséquilibre entre le nombre de projets financés portant sur les publics en situation de handicap et ceux sur les publics âgés a été souligné par le bilan réalisé sur le Programme Handicap et perte d'autonomie (2011-2019). Ce déséquilibre intervient en faveur des recherches dans le champ du handicap, avec 74% des projets financés portant sur les personnes handicapées, et seuls 15% traitant exclusivement des personnes âgées (PA). Pour les 11% restant, il s'agit de recherches portant sur les deux catégories de publics.

Compte-tenu de ces éléments, un travail de recensement des chercheurs ayant déposé un projet de recherche portant sur les publics âgés dans le cadre des AAP de l'IRéSP a été réalisé au cours de l'année 2021. Ce travail poursuit plusieurs objectifs :

- Internes : Mieux connaître la communauté de chercheurs investie dans la recherche sur les personnes âgées, déterminer les thématiques très étudiées et celles peu investies, orienter la rédaction des futurs textes d'AAP du Programme Autonomie, faciliter la recherche d'experts dans les processus d'évaluation des projets financés.
- Externes : Améliorer la diffusion d'informations en identifiant les réseaux et milieux de recherche particulièrement investis dans la recherche sur le vieillissement, participer à structurer la communauté de chercheurs investie dans la recherche sur les PA en croisant les données IRéSP et ILVV (Institut de la Longévité des Vieillessees et du Vieillissement), et enfin contribuer à consolider l'annuaire en ligne de l'ILVV.

L'annuaire produit en 2021 recense 204 chercheurs ayant déposé ou participé (financés ou non) à au moins 1 projets de recherche portant sur les publics âgés. De ces 204 chercheurs, 95 développent des travaux exclusivement situés dans le champ du vieillissement. Ce recensement permet également de mettre la lumière sur les principales thématiques étudiées par la communauté de chercheurs dans le champ du vieillissement. Ainsi, c'est un total de 43 thématiques qui sont répertoriées dans la base PA, allant des études portant sur les capacités fonctionnelles des PA, à leurs pratiques de participation citoyenne, en passant par l'analyse des métiers de l'autonomie. Des informations de localisation des laboratoires dans lesquels chercheurs investis dans la recherche sur les personnes âgées sont également disponibles dans cette base, permettant ainsi d'identifier les régions, villes, structures, particulièrement mobilisés dans l'étude de ces publics. Enfin, de nombreuses autres informations sont recensées, telles que leurs disciplines, le ou les projets déposés auprès de l'IRéSP, leurs mots clés, etc. Cet annuaire constitue une source d'informations importante pour saisir comment se structure la communauté de recherche dans le vieillissement. Son analyse pourra être poursuivie, et la base alimentée au fil des AAP de l'IRéSP. Compte-tenu des aspirations croisées, des collaborations avec l'ILVV, ainsi qu'avec le PPR autonomie, sont engagées sur la base de ces travaux.

e. Développement d'une modalité de financement des doctorants dans le Programme Autonomie

Courant 2021, l'IRéSP a commencé à analyser la pertinence et la faisabilité du développement d'une modalité de financement spécifique aux doctorants dans le cadre du Programme Autonomie. Cette réflexion, part du constat que l'IRéSP est régulièrement sollicitée par des doctorants en recherche de financements. Et s'il existe un phénomène de recours aux AAP généraux pour financer les travaux des doctorants, ces canaux produisent une invisibilisation des nouvelles générations de chercheurs au profit des porteurs de projets. Par ailleurs, certaines thématiques de recherche peu investiguées pourraient être structurées par un levier tel que le financement de thèses de doctorat. Ces réflexions étaient partagées par la CNSA.

L'IRéSP a ainsi rédigé une note d'opportunité sur le sujet à partir de l'observation des pratiques de soutien à la recherche des doctorants dans d'autres organisations, ainsi que du recueil des besoins d'accompagnement et de financement actuels des étudiants en master ou en doctorat. La note d'opportunité rédigée s'attache à

aiguiller l'IReSP et la Direction scientifique de la CNSA dans le développement et la mise en œuvre d'une modalité de soutien spécifique aux nouvelles générations de chercheurs.

Cette note servira de support pour poursuivre la réflexion en 2022 et définir les périmètres d'une nouvelle modalité IReSP/CNSA de soutien à la recherche des doctorants prévu pour l'année 2023.

III. Soutien et accompagnement des projets de recherche

1. Appels à projets de recherche

En 2021, l'IReSP a lancé **5 appels à projets (AAP)**, **1 appel à candidature (AAC)** et **2 appels à actions structurantes** au sein de ses 3 programmes thématiques :

- Programme "Services, interventions et politiques favorables à la santé", en collaboration avec la CNAM, la DGS, l'Inserm, la Mildeca et Santé publique France.
- Programme « Autonomie: personnes âgées et personnes en situation de handicap »³, en collaboration avec la CNSA.
- Programme « Addictions », dans le cadre du Fonds de lutte contre les addictions.

a. Outil de gestion des AAP (Plateforme EVA3)

Depuis 2018, en lien avec le Département de l'Evaluation et du Suivi des Programmes de l'Inserm, l'IReSP a mis en place un outil de gestion des AAP (plateforme EVA3) et a commencé à l'utiliser avec le volet 3 de l'AAP « Lutte contre le tabagisme ». Puis, des adaptations ont été apportées à partir de 2019 au processus afin de gérer *l'ensemble* des AAP lancés par l'IReSP.

Depuis 2020, tous les AAP sont gérés par la plateforme EVA3, et une révision du processus a été réalisée avec le département concerné afin de rendre le processus plus ergonomique pour les déposants et les chargés de mission responsables des AAP.

b. Programme "Services, interventions et politiques favorables à la santé"

En 2021 s'est poursuivie *la gestion de l'appel à projets Recherche en santé publique 2020 sur les interventions, services et politiques favorables à la santé*, lancé le 18 mai 2020, en collaboration avec la CNAM, la DGS, l'Inserm, la Mildeca et Santé publique France.

Cet AAP repose sur des objectifs résolument tournés vers l'éclairage des politiques publiques et la prise de décision fondée sur des preuves scientifiques. Il concerne un large périmètre de disciplines, comme celles des sciences sociales, de l'épidémiologie, de la santé publique ou encore des sciences médicales et paramédicales. Il promeut la pluridisciplinarité et intègre des approches relevant de la recherche interventionnelle en santé publique sans s'y limiter.

Cet AAP était composé de trois axes :

- Axe **Prévention primaire et promotion de la santé**,
- Axe **Nouvelles formes de coopération et de coordination dans les services de santé**,
- Axe transversal **Intégration des innovations numériques dans la promotion de la santé, la prévention et les soins**.

Au sein de ces trois axes, des thématiques en lien avec le contexte sanitaire sur la Covid-19 ont été également intégrées.

³ En 2020 le programme « Handicap et perte d'autonomie » est devenu le programme « Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap ».

Trois modalités de soutien étaient possibles : soutien à un projet pilote, soutien à un projet de recherche (dont recherche interventionnelle en santé des populations) et soutien à des réseaux de recherche.

Les dossiers complets ont été réceptionnés le 18 janvier 2021.

Quatorze projets ont été recommandés pour financement par le CSE.

Au total, ce sont les **13 premiers projets** de la liste (détaillé à l'annexe 1) qui ont été financés par la CNAM, la DGS, l'Inserm, la Mildeca, Santé publique France et la DREES pour un montant de **2 117 369 €**. Les financements disponibles n'étaient pas suffisants pour financer le dernier projet. Les résultats ont été annoncés le 8 juin 2021.

Tableau 2 : Bilan de l'appel à projets du programme "Services, Interventions et Politiques favorables à la santé" 2020

AAP SIP 2020	
LI reçues	112
LI évaluées	69
LI retenues	35
Projets évalués	35
Projets financés	13
Taux de sélection sur les LI reçues (%)	19 %
Taux de sélection sur les LI retenues	37%
Montants (€)	2 117 369 €

Un nouvel appel à projets *2021 Services, interventions et politiques favorables à la santé*, en collaboration avec la CNAM, la DGS, l'Inserm, la Mildeca et Santé publique France, a été lancé le 23 juin 2021.

Dans la continuité du précédent, ce nouvel appel repose aussi sur des objectifs résolument tournés vers l'éclairage des politiques publiques et la prise de décision fondée sur des preuves scientifiques. Il promeut la pluridisciplinarité et intègre des approches relevant de la recherche interventionnelle en santé publique sans s'y limiter. Cette année il a été composé de deux axes (la question des innovations numériques ayant fait l'objet d'un AAP à part par la DRESS) :

- **Axe 1 Prévention primaire et promotion de la santé**
 - En santé mentale :
 - Compréhension des déterminants des troubles psychiques,
 - Interventions visant à promouvoir la santé mentale en agissant sur les déterminants, ou à prévenir l'apparition ou l'aggravation des troubles psychiques.
 - Sur l'usage des écrans :
 - Interventions de prévention des conséquences sanitaires liées à l'usage des écrans dont celles liées à l'usage intensif des jeux vidéo et réseaux sociaux ;
 - Sur le sommeil :
 - Interventions de promotion de la santé et de prévention intégrant le sommeil dans les déterminants d'une bonne santé globale et agissant sur le contrôle de la dette de sommeil.
 - Sans s'y limiter, cet appel à projets souhaite encourager les projets concernant des interventions agissant sur les environnements favorables à la santé et au bien-être dans une logique globale (plutôt qu'avec une entrée sur une seule thématique ou un facteur de risque), comme par exemple les interventions en milieu scolaire visant à renforcer les compétences psycho-sociales.

- **Axe 2 Nouvelles formes de coopération et de coordination dans les services de santé** (besoins émergents en termes de nouvelles compétences, nouvelles fonctions et de nouveaux métiers associés ; formations ; caractérisation et impacts de ces nouvelles organisations).

Deux modalités de soutien étaient possibles : soutien à des projets de recherche pilotes ou soutien à des projets de recherche complets.

Pour cette nouvelle édition 2021 le processus de sélection de l'AAP a été allégé et raccourci. De fait, il n'intègre plus le dépôt de lettres d'intention. L'évaluation a donc porté directement sur les dossiers complets, après évaluation de l'éligibilité administrative par l'IRESP et de l'éligibilité scientifique des projets par le Comité scientifique d'évaluation (CSE).

Le calendrier officiel est le suivant :

- Publication des textes d'appels à projets : 23 juin 2021
- Clôture des candidatures : 18 octobre 2021 à 17h00
- Annonce des résultats : Mi-mai 2022

Quarante-trois candidatures ont été reçues. Une a été écartée pour non éligibilité administrative, puis 35 ont été retenues dans le champ par le Comité scientifique d'évaluation (CSE) et 7 ont été classées hors champ de l'appel.

Le processus d'évaluation se poursuit en 2022, avec le 3 février la réunion du CSE pour les projets pilotes, et le 22 avril la réunion du CSE pour les projets complets. L'annonce des résultats est prévue pour mai 2022.

c. Programme « Autonomie: personnes âgées et personnes en situation de handicap » :

En 2021, l'IRESP et la CNSA ont lancé quatre appels à projets dans le cadre du programme Autonomie:

- L'appel à projets générique dit « Blanc » (session 12) ;
- Un appel à projets thématique « Autisme et Sciences humaines et sociales » (session 2) ;
- Un appel à projets thématique « Etablissements, services et transformation de l'offre médico-sociale » (ESTOMS) (session 3) ;
- Un appel à projets « Soutien à la structuration de communauté mixte de recherche » (SCMR) (session 2).

Comme pour les sessions 2019 et 2020 précédentes, les appels à projets du programme Autonomie entendaient soutenir le développement des recherches participatives. Si le caractère participatif de la recherche ne représentait pas un critère d'éligibilité, les projets développant cette dimension étaient cependant valorisés. Pour cela, les appels Blanc, ESTOMS et Autisme et SHS offraient la possibilité aux candidats de s'identifier comme développant une dimension participative, via l'ajout d'une case dans le dossier de candidature. La dimension participative était définie dans le textes d'appel à projets comme une démarche qui associe à la pratique de la recherche des parties prenantes et des communautés du champ de la perte d'autonomie (personnes concernées, aidants, familles, associations, gestionnaires, professionnels, collectivités, administrations, etc.). Plus précisément, et dans le cadre de ces appels, il était attendu que des parties prenantes soient associées au processus de recherche, a minima à l'élaboration de la problématique de recherche et à la valorisation et à la diffusion des résultats.

S'identifier formellement comme un projet participatif :

- permettait aux candidats de bénéficier à la fois d'un temps de recherche plus long, et à la fois d'une enveloppe budgétaire supplémentaire, à condition d'allouer ces deux bénéfices au développement de la recherche participative ;
- entraînait l'évaluation de la dimension participative des projets et l'ajout d'une note en conséquence.

Notons que pour l'appel SCMR ce critère participatif n'était pas proposé étant donné l'objectif générale de l'appel de créer des ponts entre acteurs de la recherche et parties prenantes, d'accélérer la diffusion des connaissances et de créer ainsi, très en amont, les conditions d'émergence de nouveaux projets de recherche participative. Les projets déposés sur l'AAP SCMR devaient donc tous développer une dimension participative.

Pour les AAP Blanc, ESTOMS et Autisme et SHS, deux modalités de soutien à la recherche étaient proposées : le soutien au montage de projet et le soutien à des projets de recherche. L'appel à projet SCMR ne se déclinaient toutefois pas en modalités de soutien différentes de par sa nature. La durée et le montant maximum de la subvention accordée au projet dépendaient à la fois de la modalité de soutien et du choix de mettre en place une démarche de recherche participative.

Tableau 3 - Durée et montant de la subvention accordée en fonction de la modalité et de la dimension participative du projet

	AAP Blanc, ESTOMS, Autisme et SHS			
	Démarche de recherche non participative		Démarche de recherche participative	
	Durée	Subvention	Durée	Subvention
A - Soutien au montage de projet	12 mois maximum	Entre 15 000 et 50 000 €	18 mois maximum	Entre 15 000 et 75 000 €
B - Soutien à des projets de recherche	36 mois maximum	Entre 30 000 et 150 000 €	48 mois maximum	Entre 30 000 et 250 000 €

Pour l'AAP SCMR, les projets pouvaient durer au maximum 48 mois, et leur financement être de 30 000€ à 250 000€.

Le calendrier officiel était identique pour les 4 appels et le suivant :

- Publication des textes d'appels à projets : 12 février 2021
- Clôture des candidatures : 31 mai 2021 à 23h59
- Annonce des résultats : 13 Décembre 2021

La procédure de sélection s'est déroulée en une seule étape, c'est-à-dire que l'évaluation s'est faite directement à partir de dossiers complets, après évaluation de l'éligibilité administrative par l'IRESP et l'éligibilité scientifique des projets par le Comité scientifique d'évaluation (CSE). Le CSE était identique pour les 4 appels à projets. Il s'est réuni une première fois le 9 juin 2021 pour l'évaluation de l'éligibilité scientifique des projets (champ/hors-champ), puis une seconde pour le classement scientifique le 7 octobre 2021.

Les résultats ont été annoncés le 13 décembre 2020.

L'appel à projets « Blanc » session 12

Dans le cadre de cet appel à projets étaient éligibles à un financement les projets portant sur les limitations fonctionnelles et d'activité sociale des personnes en situation de handicap et des personnes âgées dépendantes.

Au regard des projets financés lors des sessions précédentes, étaient particulièrement considérés cette année :

- les projets de recherche ayant pour objet principal les problématiques de l'autonomie en lien avec l'âge ;
- des projets de recherche développant des approches transversales au champ du handicap ;
- les projets de recherche de comparaisons internationales ;
- les projets visant à éclairer, dans toutes ses dimensions, la création de la 5^{ème} branche de la Sécurité sociale ;
- les projets ayant pour objet principal les problématiques de l'autonomie en lien avec le handicap rare, y compris dans une démarche comparative ;
- les projets qui analysent l'intrication des différentes caractéristiques (pauvreté, âge, handicap, genre, origines, etc.) dans leur dimension processuelle ou longitudinale ;

- les projets d'exploitation des données de l'enquête sur la santé, le vieillissement et la retraite en Europe (SHARE⁴) pour éclairer les politiques publiques dans le champ de l'autonomie.

Les projets pouvaient par exemple traiter des thématiques suivantes : participation sociale, inclusion et pouvoir d'agir, trajectoires et parcours de vie, aides techniques, politiques de l'autonomie, travail et emploi, mieux connaître, comprendre et accompagner les personnes en situation de handicap rare et leurs proches, en lien ou non avec la crise du Covid-19.

N'étaient pas éligibles à un financement les projets de recherche clinique, les projets de recherche et développement, les essais cliniques, les expérimentations de techniques médicales ou de réadaptation, et de manière générale les projets s'inscrivant uniquement dans le champ sanitaire.

L'appel à projets « Etablissements, services et transformation de l'offre médico-sociale » - session 3
Cet appel à projets thématique avait pour objectif de développer la recherche sur les établissements et services médico-sociaux destinés aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées en perte d'autonomie, d'une part, sur les axes de transformation de l'offre médico-sociale, d'autre part. Il visait à apporter des connaissances nouvelles sur ces pans insuffisamment explorés des politiques de l'autonomie. L'appel à projets se structurait autour de 6 axes (non exclusifs) :

- Axe 1 : les personnes accompagnées et leur expérience des établissements et services médico-sociaux
- Axe 2 : les professionnels des établissements et services médico-sociaux (*nouvel axe*)
- Axe 3 : le fonctionnement et la performance des établissements et services médico-sociaux
- Axe 4 : la régulation et le pilotage de l'offre d'établissements et services médico-sociaux
- Axe 5 : la transformation de l'offre médico-sociale
- Axe 6 : les modes d'habiter et l'habitat des personnes accompagnées par les établissements et les services médico-sociaux (*nouvel axe*)

L'appel à projets « Autisme et sciences humaines et sociales »
Sur cet appel seuls les projets appartenant aux sciences humaines et sociales (SHS) étaient finançables (sauf projet interdisciplinaire).

Etaient considérées comme relevant du périmètre de l'appel à projets les recherches adoptant des approches thématiques, de parcours de vie et/ou relatives à l'adulte, non restreintes à l'enfant ou l'adolescent.

En revanche, n'étaient pas éligibles à un financement : les projets de recherche clinique, les projets de recherche et développement, les essais cliniques, les expérimentations de techniques médicales ou de réadaptation et, de manière générale, les projets s'inscrivant dans le champ sanitaire.

L'appel à projets s'organisait autour de 5 axes thématiques (non exclusifs) :

- Axe 1 : Représentations sociales, identité, genre et discriminations
- Axe 2 : Trajectoires de vie et bifurcations
- Axe 3 : Ressources et registres d'actions individuels et collectifs
- Axe 4 : Vie sociale et affective, sexualité et parentalité
- Axe 5 : Action publique

L'appel à projets « Soutien à la structuration de communautés mixtes de recherche »
Cet appel à projets visait la structuration de communautés mixtes de recherche. Il s'agissait de diversifier les modalités de soutien à la recherche en soutenant des actions de structuration et d'animation de communautés mixtes de recherche, c'est-à-dire associant des chercheurs avec d'autres parties prenantes.

⁴ Consulter le [site internet de l'Université Paris Dauphine \(nouvelle fenêtre\)](#) pour plus d'information sur l'enquête.

L'objectif était de créer des ponts entre acteurs de la recherche et parties prenantes, d'accélérer la diffusion des connaissances et de créer, très en amont, les conditions d'émergence de nouveaux projets de recherche participative.

L'activité de la communauté mixte de recherche devait se traduire par des productions propres d'intérêt collectif, associant ses membres, et apportant une véritable valeur ajoutée à la communauté scientifique, mais également aux parties prenantes. Il s'agissait a minima :

- d'organiser des actions d'animation et des temps de travail commun (par exemple cycles de séminaires, site internet...) ;
- de rendre régulièrement compte de son activité à un public élargi/au grand public ;
- de publier, dans un format accessible à un large public, une veille sur la littérature scientifique ;
- de tenir à jour un annuaire des chercheurs et des personnes qualifiées dans son champ thématique.

D'autres types d'actions étaient envisageables :

- élaborer et animer des outils et méthodes à caractère collectif (observatoire, base de données...) ;
- publier, dans un format accessible à un large public, une veille sur les actions et pratiques innovantes et/ou « inspirantes » françaises et étrangères relatives à son thème.
- Etc.

Résultats des 4 AAP du programme Autonomie

Au total, ce sont 21 projets qui ont été recommandés pour financement par le CSE. **Quinze projets** (détaillés à l'annexe 1) ont pu être financés par la CNSA pour un montant de **2 363 210 €**.

Tableau 4 : Bilan des 4 appels à projets du programme "Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap" 2021

AAP	Blanc	ESTOMS	Autisme SHS	SCMR	Total
Projets reçus	22	19	4	10	55
Projets évalués	17	16	4	7	43
Projets financés	7	5	1	2	15
Taux de sélection	41,2%	31,3%	33,3%	28,6%	34,9%
Montants	899 802€	817 168€	148 746€	497 495€	2 363 210 €

d. Programme "Addictions"

L'IReSP et l'INCa, coordonne un dispositif de soutien à la recherche pour lutter contre les usages et les addictions aux substances psychoactives financé grâce au Fonds de Lutte contre les Addictions⁵. Ce dispositif s'inscrit dans l'axe 4 du Fonds, "Soutenir la recherche appliquée et l'évaluation des actions de prévention et de prise en charge". Les actions de l'IReSP et de l'INCa contribuent au financement de projets de recherche, en cohérence avec les priorités gouvernementales en matière de lutte contre le tabac et du plan national de mobilisation contre les addictions. Elles participent également à l'animation de la recherche sur ce champ. Elles reposent sur plusieurs actions, portées par l'IReSP seul ou co-portées avec l'INCa.

En 2021, l'IReSP a lancé trois appels :

⁵ Le fonds de lutte contre les addictions liées aux substances psychoactives, succédant au fonds de lutte contre le tabac, a été mis en place par la loi de financement de la sécurité sociale du 28 décembre 2018. Les actions du fonds permettent de lancer, de poursuivre et de renforcer des actions et programmes dédiés à la lutte contre les usages et addictions aux substances psychoactives.

- Un appel à candidatures pour des subventions doctorales (co-porté avec l'INCa)
- Un appel à projets de recherche (co-porté avec l'INCa)
- Un appel à actions structurantes

L'appel à candidatures pour subventions doctorales (AAC SPADOC 2021) et l'appel à projets (AAP SPA 2021) : « Lutte contre les usages et les addictions aux substances psychoactives »

Ces appels, co-portés avec l'INCa, visent à soutenir la recherche et à produire des connaissances dans le domaine des consommations de substances psychoactives et la lutte contre les addictions : en priorité sur tabac, alcool et cannabis, mais aussi sur les autres substances psychoactives ainsi que sur les poly-consommations. Ils couvrent toutes les dimensions de la recherche ainsi qu'un large éventail de disciplines. Ils se composent de trois volets :

- Volet 1 - Population générale (gestion et financement INCa/IReSP)
- Volet 2 - Substances psychoactives et cancer (INCa)
- Volet 3 - Substances psychoactives et pathologies autres que les cancers (IReSP).

Les axes soutenus dans le volet 1 de ces appels à projets sont les suivants :

- les usages et trajectoires de (poly)consommation(s), les profils à risque (facteurs de risques et vulnérabilités individuelles), les facteurs de protection, les mécanismes d'entrée dans la consommation et l'addiction, les mécanismes de sortie, les comportements à risques (alcoolisations ponctuelles importantes, consommations en milieux festifs...), les mécanismes fondamentaux des addictions (processus cognitifs et neurobiologiques) ;
- les interventions visant à prévenir et retarder l'entrée dans la consommation de substances psychoactives ;
- les modalités, la pertinence, l'efficacité et l'efficience de l'intégration du numérique dans les stratégies de prévention ;
- les stratégies et interventions de repérage, de soins et d'accompagnement pour lutter contre les addictions, y compris dans le champ de la réduction des risques et des dommages, associés à leur consommation ;
- l'impact au niveau populationnel des interventions publiques en matière de régulation de l'offre y compris par modification du cadre législatif ;
- COVID-19, consommations de substances et addictions : liens entre certaines consommations et COVID-19, modifications des consommations en période de confinement, évolution des modalités de prise en charge (proactivité des soignants, suivi à distance...) etc.

Une présentation des axes soutenus dans le volet 2 géré par l'INCa est disponible via son site internet.

Les axes soutenus dans le volet 3 sont les suivants :

- la prévention des addictions liées à certains enjeux de santé publique spécifiques et demandant des interventions particulières (syndrome d'alcoolisation fœtale, handicap et malformations développementales liés à des consommations pendant la grossesse ou en période périnatale, troubles psychiques et psychiatriques provoqués ou aggravés par des consommations, maladies infectieuses liés aux modes d'administration et de partage de matériel, etc.) ;
- les stratégies de soin et d'accompagnement ainsi que de réduction des risques et des dommages chez les patients pris en charge pour leurs conduites addictives ou atteints de pathologies liées à la consommation, autres que le cancer : maladies respiratoires (BPCO, emphysème...), maladies cardiovasculaires (infarctus, accident vasculaire cérébral, athérosclérose...), troubles psychiatriques et psychiques, maladies infectieuses (liées au mode d'administration et au partage de matériel, injection, inhalation, sniff), etc. ;
- les conséquences pathologiques (autres que le cancer) des consommations ;
- les conséquences sociales et économiques des consommations de substances psychoactives (accidents de la route, violences physiques, mortalité par overdose, etc.) ;

- les aspects biologiques et clinico-biologiques des impacts des consommations dans le cadre de pathologies autres que les cancers.

L'AAC Subventions doctorales « Lutter contre les usages de substances psychoactives et les addictions » a été publié le 29 mars 2021.

Les dossiers ont été reçus le 6 mai 2021.

Trente-deux dossiers de candidatures ont été soumis, trois ont été jugés hors champ de l'appel. Une présélection des dossiers a été faite par les deux co-présidents du jury d'évaluation. L'audition des 15 candidats présélectionnés s'est tenue le 29 juin 2021. Dix projets de thèse ont été retenus par le jury, 2 candidats se sont désistés, **8 projets de thèse** ont ainsi été financés pour un montant total de **819 430 €**. L'IRESP a financé **4 projets**, pour un montant total de **415 340€**.

L'AAP 2021 « Lutte contre les usages et les addictions aux substances psychoactives » soutient trois types de projets de recherche : les projets de recherche complets, les projets pilotes et les projets d'amorçage. Il a été lancé le 17 décembre 2020. Sa procédure se déroulant en une seule étape, les projets complets ont été reçus le 9 mars 2021 et les résultats ont été publiés le 4 août 2021.

Parmi les 56 dossiers de candidature reçus, 6 étaient inéligibles pour des raisons administratives. Bien que l'appel à projets soit ouvert cette année à l'ensemble des substances psychoactives, la répartition des projets déposés par volet reste cohérente avec une forte représentation du volet 1 qui compte 27 dossiers – soit plus de la moitié des dossiers déposés éligibles contre 11 dossiers pour le volet 2 et 12 dossiers pour le volet 3.

Vingt-cinq projets ont été sélectionnés (14 pour le volet 1, 6 pour le volet 2 et 5 pour le volet 3) et financés pour un montant total de **10 098 177€** dont **5 466 437€** par l'IRESP pour **12 projets** (7 projets dans le volet 1 et 5 projets dans le volet3), les financements étant répartis selon les volets entre l'IRESP et l'INCa.

Appel à actions structurantes pour la recherche sur les usages et les addictions aux substances psychoactives (AAS SPA 2021).

Une modalité, présente dans les éditions précédentes des appels du programme « Substances Psychoactives et Addictions », a été sortie de l'appel précédemment décrit : il s'agit du soutien aux "actions et dispositifs de structuration de la recherche". Cette modalité a fait l'objet d'un appel dédié en 2021, porté par l'IRESP.

Cet appel vise à diversifier les modalités de soutien à la recherche en soutenant des actions de structuration et d'animation de communautés de recherche sur les consommations de substances psychoactives et la lutte contre les addictions : en priorité sur tabac, alcool, cannabis et cocaïne, mais aussi sur les autres substances psychoactives ainsi que sur les polyconsommations. Il concerne le continuum de la recherche, de la recherche fondamentale à la recherche clinique mais également la recherche en sciences humaines et sociales. Il s'agit ainsi de :

- Créer des ponts et encourager le dialogue entre acteurs de la recherche académique provenant de champs disciplinaires et thématiques variés et, éventuellement d'autres parties prenantes (par exemple, associations d'usagers, professionnels de santé ou du médico-social, décideurs...) afin d'identifier des synergies et complémentarité pour favoriser une recherche coordonnée
- Créer, en amont, les conditions d'émergence de nouveaux projets de recherche originaux, en particulier interdisciplinaires ou associant d'autres parties prenantes, dans une démarche de recherche participative
- Accélérer la diffusion et la valorisation des connaissances au sein de la communauté de recherche mais également de façon plus large à l'ensemble des parties prenantes
- Promouvoir la recherche dans le champ de l'appel, afin de la rendre plus attractive pour les jeunes chercheurs, en explicitant les perspectives et possibilités de carrière, et en créant des conditions favorables à l'émergence de nouvelles équipes de recherche

Cet appel doit permettre de renforcer des réseaux existants ainsi que d'en créer de nouveaux si cela s'avère pertinent au regard de l'existant, de contribuer au développement d'un maillage territorial et national de la recherche sur les addictions ainsi que de renforcer les échanges avec la recherche internationale.

Il a été publié le 24 mars 2021, 12 candidatures ont été reçues le 15 avril. L'une d'entre elles a été classée non éligible. La réunion du comité scientifique d'évaluation s'est tenue le 29 octobre 2021, parmi les 11 candidatures étudiées **5 ont été retenues pour financement total de 1 875 560€.**

Bilan des résultats des appels du Programme Addictions

Tableau 5: Bilan des appels terminés du Programme Addictions

AAP	AAC SPADOC 2021*	AAP SPA 2021*	AAS SPA 2021	TOTAL
Projets reçus	32	56	12	100
Projets évalués	29	50	11	90
Projets financés	8	25	5	38
Taux de sélection (%)	27,6%	50%	45,5%	38%
Montants IReSP (€)**	568 420€	5 484 551€	1 875 560€	7 928 531€

*co-porté avec l'INCa

** dans le cadre des appels co-portés avec INCa-IReSP, le financement des projets est réparti entre les deux instituts selon leurs périmètres propres. Les montants indiqués ici ne représentent donc pas les montants totaux des financements alloués.

L'ensemble des projets retenus pour financement en 2021 sont décrits par AAP en Annexe 1.

2. L'accompagnement du programme de recherche PrevHPV

Le Plan Cancer 2014-2019, porté par le ministère en charge de la santé et le ministère en charge de la recherche, a affirmé la volonté « d'améliorer le taux de couverture de la vaccination par le vaccin contre le papillomavirus (HPV) ». Dans le cadre de cet objectif, mais aussi dans un contexte plus global de révision des politiques vaccinales, l'Institut thématique multi-organismes (ITMO) Santé publique d'Aviesan, en collaboration avec l'ITMO Cancer d'Aviesan (financeur) et l'IReSP, a été chargé de la coordination de l'action 1.2.5 prévoyant de « promouvoir les études en sciences humaines et sociales ainsi qu'en épidémiologie descriptive sur l'acceptabilité de la vaccination en milieu scolaire » afin de mieux appréhender les problématiques liées à la vaccination anti-HPV en France.

Un Appel à manifestation d'intérêt (AMI), coordonné par l'IReSP, a été diffusé en juillet 2018, et a marqué le lancement d'un programme de co-construction d'un projet de recherche interventionnelle visant à améliorer l'acceptabilité de la vaccination contre le papillomavirus chez les jeunes filles en âge scolaire. Huit équipes de recherche, spécialisées en épidémiologie, en sciences humaines et sociales et en médecine générale et regroupées au sein d'un consortium ont été sélectionnées par un comité d'experts scientifiques internationaux afin qu'elles construisent un projet commun. Organisé sur 3 ans (2019-2022), le projet de recherche interventionnelle en santé des populations issu de ces réflexions, intitulé PrevHPV, a été évalué favorablement en février 2019 par ce comité d'experts. Son objectif est d'identifier, co-construire, mettre en œuvre et évaluer une intervention multi-composante visant à améliorer l'acceptabilité de la vaccination anti-HPV par la population cible (adolescents filles et garçons) et, *in fine*, d'améliorer la couverture vaccinale.

En 2021, le comité de pilotage, composé des huit équipes de recherche, a continué à se réunir régulièrement pour mettre en place les 3 grandes phases du projet : la phase diagnostique, la phase de co-construction des interventions et la phase expérimentale. Le calendrier initial a dû être modifié en raison de la pandémie de Covid-2019.

La première phase du projet consiste à identifier les connaissances, croyances, attitudes, préférences ou leviers et barrières à la vaccination HPV dans les populations cibles, notamment via des questionnaires. Cette phase a débuté en janvier 2020 ; plus de 80 collègues ont été sollicités dont 27 ont accepté de participer. Le recueil de données a dû être interrompu de mars à septembre 2020 en raison de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 et de la fermeture des établissements scolaires lors du premier

confinement² de mars à mai 2020). La phase diagnostique a repris en janvier 2021 et s'est terminée en mars 2021 (Résultats préliminaires précisés en Annexe 2).

La phase de co-construction est constituée de 3 groupes de travail qui ont élaboré les 3 composantes de l'intervention, en associant, les différentes parties prenantes (adolescents, médecins généralistes, professionnels de centres de vaccination). Elle a débuté en janvier 2020 et s'est terminée en juin 2021

Le protocole de la phase expérimentale, promu par l'Inserm, a été soumis au Comité de Protection des Personnes Sud EST VI et a obtenu un avis favorable le 22 décembre 2020. Il a également obtenu l'autorisation de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) le 26 octobre 2021. Les réunions de mise en place dans les collèges ont été programmées (du 7/09/2021 au 28/09/2021), des contacts ont été pris avec une quinzaine de centres de vaccination et les contacts avec les médecins généralistes ont débuté début novembre. Les interventions ont commencé en décembre. Dans les collèges sélectionnés, des réunions ont eu lieu en décembre avec les parents. L'objectif est la mise en œuvre de toutes les interventions jusqu'en juin 2022.

Le Comité de suivi s'est réuni le 8 novembre, et a donné un avis favorable pour la poursuite du projet avec une prolongation d'un an du projet (août 2023) au vu des adaptations apportées par les équipes scientifiques face aux conditions sanitaires et des difficultés réglementaires rencontrées. En accord avec l'ITMO Cancer, l'IReSP a validé la demande de prolongation de 12 mois du projet.

Des publications et communications sont en cours :

- Poster - ECCMID 2020 (18-20 avril) : « French health students' knowledge about human papillomavirus infections and vaccine : it is time to fill the gaps »
- Poster - 14th Vaccine Congress (28-29 septembre) : « Optimising communication to adolescents to encourage HPV vaccination : a discrete choice experiment »
Présentation – 42èmes Journées des Economistes de la Santé Français (2-4 décembre) : « Using a discrete choice experiment to define optimised communication content towards adolescents to encourage HPV vaccination in France »
Chyderiotis S et al. Optimising HPV vaccination communication to adolescents: A discrete choice experiment. Vaccine. 2021 Jun 29;39(29):3916-3925. Doi : 10.1016/j.vaccine.2021.05.061
- 8 articles sont en cours de rédaction ou de soumission.

Pour plus d'informations sur le projet projet PrevHPV et les publications associées, voir le site de l'IReSP ([lien](#)).

3. Suivi des projets financés

a. Suivi scientifique des projets

En 2021, l'IReSP a assuré le suivi scientifique de plus d'une centaine de projets financés dans le cadre de ses différents appels à projets.

Dans la continuité de l'année 2020, de nombreux projets ont été impactés par la crise sanitaire. L'équipe de l'IReSP a donc poursuivi ses actions d'accompagnement des équipes de recherche financées notamment par le renforcement des mesures exceptionnelles mises en place récemment (suivis rapprochés, échanges avec les chercheurs, assouplissement des accords de prolongation, report de démarrage de projet, ...) permettant ainsi à plusieurs équipes de disposer de délais et de ressources supplémentaires pour contourner les difficultés rencontrées dans ce contexte.

En dépit des circonstances, 18 rapports à mi-parcours ont été évalués par des experts, ce qui a permis de :

- s'assurer du bon déroulement des recherches ;
- procéder à des réajustements scientifiques, si nécessaire ;
- valider le second versement des crédits de financement.

Au cours de cette année, **23 rapports finaux ont été réceptionnés**. Ces derniers sont issus de 8 appels à projets lancés entre 2014 et 2018 sur les trois programmes scientifiques de l'IReSP et représentent un financement total de **2 470 996 €**.

Pour ces projets, nous dénombrons plus de 150 actions de valorisations réalisées, en cours et à venir : publications, thèses, livrables, soumissions d'articles et colloques, visant à la fois les acteurs de la recherche, les décideurs mais également le grand public.

Les synthèses de ces projets ont été transmises aux Membres de l'IReSP en décembre 2021.

Tableau 6 : Récapitulatif des rapports finaux reçus en 2021

Programme	Appel à projets	Année	Coordinateur du projet	Modalité de soutien	Titre du projet
Handicap et perte d'autonomie	Blanc session 6	2015	CAMBOIS Emmanuelle	Projet de recherche EBDD	DIMADO - Modalités de prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées
			FONTAINE Roméo	Projet de recherche	SÉRIAD – Sélection des risques sur le marché de l'assurance dépendance
			MORONI Christine	Projet de recherche	Troubles cognitifs et comportementaux consécutifs à une lésion cérébrale et retour en formation.
	Autisme	2015	BONNOT Olivier	Projet de recherche	Evaluation écologique transversale et pluri-hebdomadaire par application Smartphone des symptômes observés chez des enfants avec autisme et de la qualité de vie des parents sur une durée de 6 mois
	Blanc session 8	2017	FILLION Emmanuelle	Projet de recherche	PROPLAINT La critique ordinaire des usagers en santé mentale : du processus d'émergence et de traitement des plaintes au sein des établissements à leurs effets sur l'institution
Services, interventions et politiques favorables à la santé	Général	2014	JUSOT Florence	Contrat de définition	Cohorte sur l'accès financier aux Soins des populations fragiles
			MOUSQUES Julien	Projet de recherche exploitant des bases de données	PASOAH - Parcours de soins ambulatoires et hospitaliers
	Prévention	2015	BELLIVIER Franck	Projet de recherche	HÔT - Efficacité d'une intervention portée par des équipes de soin hospitalières sur la consommation de tabac de patients hospitalisés
	Services de santé		ROCHAIX Lise	Projet de recherche	Délai d'obtention d'un diagnostic de cancer du sein, observance et soins : contributions de l'économie comportementale
	Services de santé	2016	COLDEFY Magalie	Projet de recherche	Psycoord : Coordination des soins en psychiatrie, une approche par les réseaux
			CRET Benoît	Projet de recherche	Coopération et concurrence dans les Maisons de Santé Pluridisciplinaires : une analyse multi-niveaux
			VINEL Virginie	Projet de recherche	PASMAL - Passages d'âges et maladie chronique : les trajectoires de soins des 12-21 ans atteints de diabète de type 1 ou d'asthme
	Prévention		HEUDE Barbara	Projet de recherche exploitant des bases de données	Cinétique de croissance précoce : déterminants et liens avec la santé ultérieure dans les cohortes de naissance EDEN et Elfe

	Services de santé	2017	CHAULIAC Nicolas	Contrat de définition	ACSESS - Analyse Cartographique et Socio-Economique du non-accès aux Soins en Santé mentale	
			KIVITS Joëlle	Contrat de définition	EXPAND - De l'exploration du concept d'agentivite a sa prise en compte dans le développement des interventions éducatives	
	Prévention		LE RAY Camille	Projet de recherche exploitant des bases de données	Accouchements moins médicalisés : attentes des usagères et pratiques dans les maternités au niveau national	
			CLAUDOT Frédérique	Projet de recherche	La place de l'éthique dans l'élaboration des programmes politiques de prévention de santé publique	
Substances Psychoactives	Tabac	2018	AUBIN Henri-Jean	Projet d'amorçage	Psy-cig - Représentation de la cigarette électronique et facteurs susceptibles d'influencer sa diffusion chez les sujets fumeurs souffrant de schizophrénie	
			JOSSERAN Loïc	Projet d'amorçage	Enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques des professionnels de soins primaires en matière de prise en charge du tabagisme chez les seniors en France	
			JOVIC Ljiljana	Projet d'amorçage	TABACIDE - Influence des références théoriques et du sTAtut taBAgique des médeCins et des Infirmières sur le sevrage Des patiEnts fumeurs	
			LEPLEGE Alain	Projet d'amorçage	TABAPSY-ESMS - TABAgisme et troubles PSYchiques : contrat d'amorçage visant à préparer une recherche interventionnelle et participative au sein d'Établissements et Services et Médico-Sociaux »	

b. Révision du modèle de rapport final

Dans l'optique d'améliorer le suivi des projets en fin de parcours, mais aussi la diffusion des résultats produits, un groupe de travail a été créé en 2021. Cette constitution fait suite au constat que les documents de suivi utilisés jusqu'alors, permettant la remontée d'informations des équipes de recherche vers l'IRéSP et ses financeurs, mais aussi une diffusion des résultats au sein des institutions qui financent les projets mais aussi plus largement, ont montré certaines faiblesses. Ce groupe de travail était composé de Membres du GIS IRéSP et de chercheurs financés dans le cadre des AAP de l'IRéSP afin de croiser les regards des personnes directement concernées par cet outil.

En 2021, l'objectif de ce groupe fut **de restructurer le modèle de rapport final scientifique afin qu'il puisse rendre au mieux compte des résultats de la recherche pour les différents publics ciblés, qu'il soit simple d'utilisation pour les chercheurs et qu'il serve de support pour mener ensuite des actions de diffusion et valorisation des connaissances produites.**

Les échanges qui se sont tenus entre septembre 2021 et janvier 2022 ont abouti à un nouveau modèle qui sera présenté à l'ensemble des Membres de l'IRéSP en avril 2022.

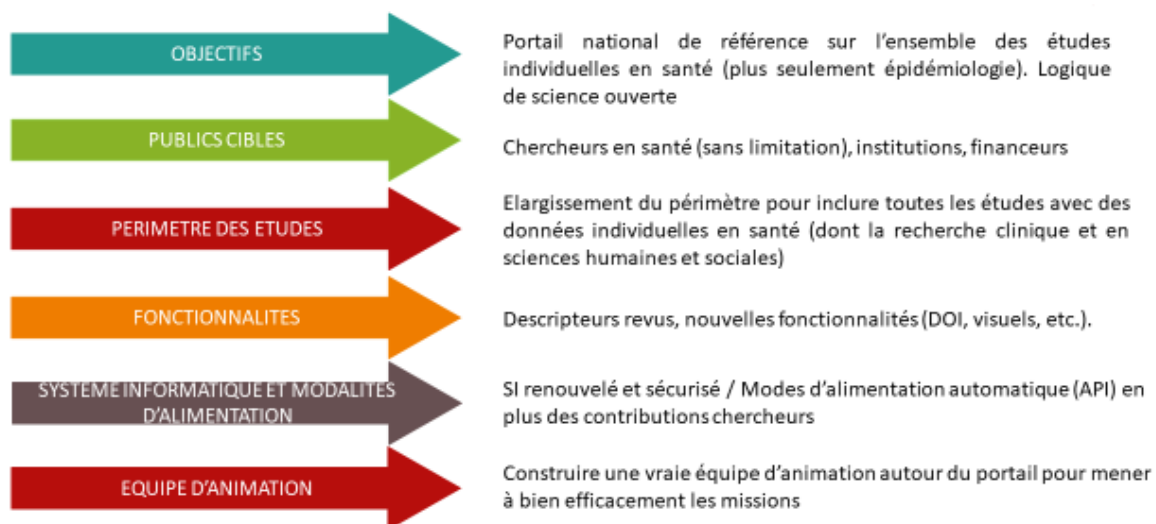
IV. Autres outils de support à la recherche : l'élaboration du Portail FReSH

En 2020, le MESRI a confié à l'IReSP en collaboration avec l'Institut Thématique multi-organisme santé publique d'Aviesan et l'Inserm, la mission d'étudier l'opportunité et la faisabilité du développement d'un outil qui se situerait dans la continuité du Portail Epidémiologie France (<https://epidemiologie-france.aviesan.fr/epidemiologie-france/accueil>). Cet outil, appelé FReSH (France Recherche en Santé Humaine) visant à améliorer :

- La visibilité des études françaises observationnelles en santé et de leurs résultats ;
- La collaboration entre équipes ;
- La réutilisation des données de santé collectées à des fins de recherche.

Une étude d'opportunité a été conduite en 2020 afin de s'assurer de la plus-value de ce nouvel outil et d'en définir plus précisément le périmètre et les caractéristiques. Pour mener cette étude d'opportunité, l'IReSP a mis en place et animé un Comité d'Orientation Scientifique (COS). Les résultats de l'étude d'opportunité et des recommandations pour la suite du projet ont été présentés au MESRI mi-janvier 2021, et le rapport a été diffusé aux acteurs impliqués. L'étude d'opportunité a été validée par le MESRI. Le schéma suivant synthétise les principales caractéristiques du futur Portail FReSH telles qu'identifiées dans cette étude et ses différences par rapport au Portail Epidémiologie France.

Figure 3 : Du Portail Epidémiologie France au Portail FReSH



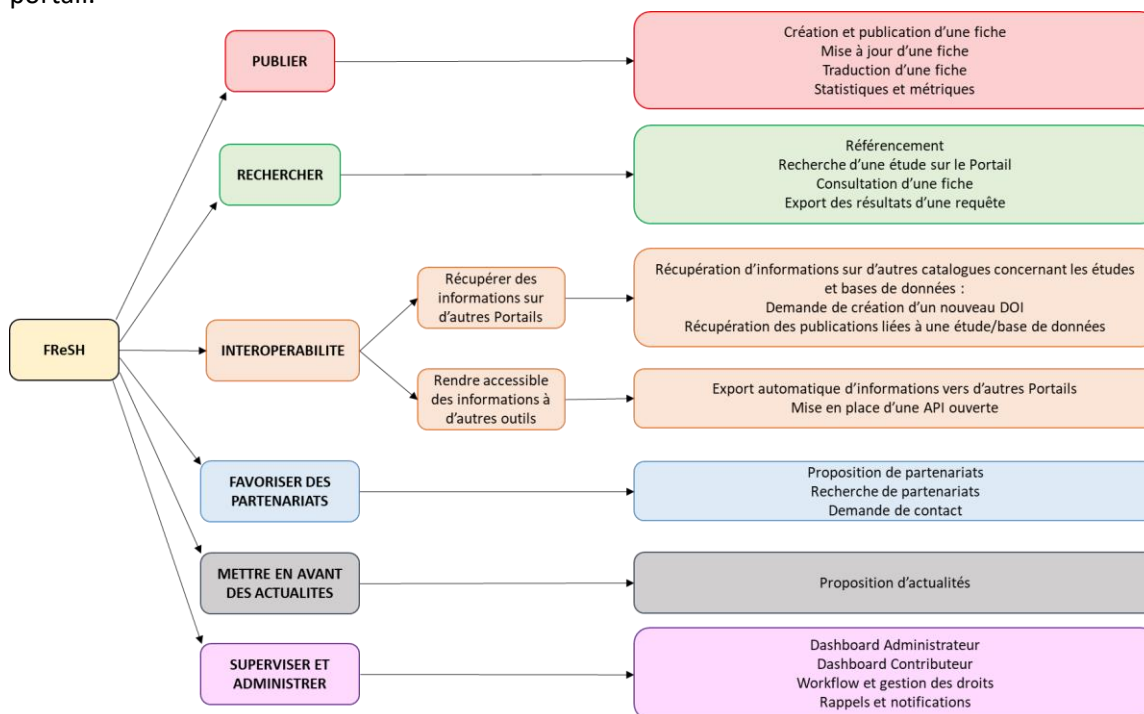
Ensuite, une étude de faisabilité a été menée par l'IReSP et l'Inserm, en partenariat avec le prestataire Atos, afin d'identifier des scénarios utilisateurs pour les traduire en fonctionnalités concrètes et identifier des solutions techniques adaptées, ainsi qu'estimer les coûts et délais associés.

Différentes rencontres ont eu lieu durant cette étude de faisabilité en juillet 2021 afin de trouver les fonctionnalités attendues pour le portail et d'étudier leur faisabilité :

- Huit ateliers d'idéation d'1h30 pour traduire les scénarios en fonctionnalités répondant aux besoins des utilisateurs, Ces ateliers ont également impliqué d'autres acteurs (Orphanet, CHU de Rennes, Roche, Ined, Health Data Hub (HDH), MESRI, PROGEDO, etc.)
- Trois réunions de travail en commun pour affiner et prioriser les besoins, et écarter du développement certaines fonctionnalités non pertinentes pour le Portail,
- Deux ateliers techniques pour approfondir les éléments techniques et proposer une architecture prenant en compte les spécificités de l'IReSP et de l'Inserm,
- Un comité de suivi hebdomadaire afin de s'assurer au fil de l'avancement de l'adéquation de la méthode avec le résultat souhaité.

En parallèle des ateliers, l'équipe de l'IReSP a aussi rencontré le pôle Recherche Clinique (pour étudier l'interopérabilité avec Clinicaltrials.gov), les équipes de Clinicaltrial.gov, de l'ARIIS (Alliance pour la Recherche et l'Innovation des Industries de Santé), de l'Ined (pour l'interopérabilité avec PROGEDO) et de la Direction Générale de la Santé (DGS).

Le schéma suivant présente les macro-fonctionnalités et fonctionnalités principales envisagées pour le futur portail.



Pour la partie « conception » et « développement » du Portail, un marché public avec négociation est envisagé, afin de sélectionner au mieux le prestataire informatique qui accompagnera l'équipe. La *rédaction des pièces du marché* (dont le cahier des charges) est en cours et se poursuivra début 2022.

Le calendrier prévisionnel envisagé jusqu'à la mise à disposition du Portail est le suivant :



En parallèle, l'IReSP et l'ISP sont en train de construire le *formulaire* qui permettra l'intégration de métadonnées dans le futur Portail et la création de fiches sur les bases de données et les études en santé. Une proposition a été discutée en décembre 2021 avec différents utilisateurs potentiels (membres du COS, membres ayant participé à l'étude d'opportunité et/ou de faisabilité, autres participants identifiés en fonction de leur expertise).

V. Actions d'animation de la communauté et de communication

1. Les Rendez-vous de l'IReSP

En 2021, l'IReSP a réalisé 6 journées d'échange autour de projets en majorité financés par l'IReSP autour de certaines thématiques. Ces journées sont intitulées « Les Rendez-vous de l'IReSP ».

Les supports de présentation ainsi que les liens vers les *replays* sont disponibles sur le site internet de l'IRESP : <https://www.iresp.net/animations-scientifiques/les-rendez-vous-de-liresp/>

a. Le premier Grand Rendez-vous de l'IRESP sur les inégalités sociales de santé

Cette première édition du « Grand rendez-vous de l'IRESP » s'est tenue le 1^{er} juillet 2021. Cet événement ambitionnait de favoriser les échanges autour des résultats des recherches concernant les inégalités sociales de santé, sur l'ensemble des champs thématiques soutenus par les Membres du GIS. Il donna ainsi l'occasion de partager des connaissances, réflexions et pratiques issues de diverses disciplines et approches et de favoriser le dialogue entre les parties prenantes.

La journée s'est organisée autour des 3 sessions suivantes :

- L'accumulation des mécanismes à l'origine des inégalités sociales de santé et leur mesure
- L'évaluation des politiques et des actions visant à réduire les inégalités de santé
- Inégalités sociales et Covid-19
- Table ronde : Quels apports de la recherche sur les ISS pour orienter les politiques et actions publiques ?

268 personnes se sont inscrites à cette journée pour 165 participants, soit un taux de participation de 61,5 %.

Tableau 7 : Profils des inscriptions – Grand Rendez-vous de l'IRESP 2021

Acteurs académiques	121
Parties prenantes	75
Institutionnels	56
Etudiants	8
Médias	3
Autres	5
Total	268

A la suite de cet événement les supports de présentation des intervenants et les rediffusions de la journée ont été publiés sur la page dédiée sur le site internet de l'IRESP ([lien](#)).

b. Le 3^e RDV de l'IRESP « L'évolution du soutien de la recherche sur l'autisme : vers une structuration de la recherche en SHS »

Le premier RDV de l'année s'est tenu le 15 avril 2021, portant sur l'évolution de la recherche sur l'autisme et le développement de la recherche en sciences humaines et sociales ce sujet a été co-organisé avec la CNSA.

Ce webinaire avait pour double objectif de :

- 1) Présenter des projets financés dans le cadre des appels à projets « Autisme » (2014-2017) afin de discuter de leur mise en œuvre, de leurs résultats et de la manière dont ils s'inscrivent dans l'action publique.
- 2) Discuter de l'évolution de la recherche sur l'autisme vers les sciences humaines et sociales (SHS) en lien avec les nouveaux AAP « Autisme et SHS » 2020.

Le programme était composé des sessions suivantes :

- Session 1. L'école et les enfants porteurs d'un TSA
- Session 2. Le parcours de vie des adultes avec TSA
- Table ronde. Pour une évolution de la recherche sur l'autisme : quels apports des sciences humaines et sociales ?

114 personnes se sont inscrites à l'événement (hors 15 intervenants), 82 personnes se sont connectées le matin et 36 l'après-midi (hors 15 intervenants). Soit, un taux de participation de 69% et 30% (hors intervenants) respectivement.

Enfin, l'IReSP a réalisé un livret complémentaire, comprenant des synthèses (avec premiers résultats et perspectives) des 13 projets financés dans le cadre des appels à projets « Autisme » menés entre 2014 et 2017 et financés par la CNSA. Ce document a été publié le 4 octobre 2021 sur le site internet de l'IReSP. Consulter le livret [en cliquant ici](#) (nouvelle fenêtre).

c. Le 4^e RDV de l'IReSP « Accompagner la transformation de l'offre médico-sociale. Les apports de la recherche soutenue par le programme Autonomie de l'IReSP/CNSA entre 2017 et 2020 ».

Cet événement s'est tenu en ligne le 20 mai 2021. A partir de la présentation de projets financés dans le cadre du Programme Autonomie, les sessions ont abordé différents grands chantiers de la transformation de l'offre médico-sociale comme notamment la qualité de vie et la santé dans les métiers de l'autonomie, les formes alternatives d'habitat pour personnes en perte d'autonomie, les modalités d'accompagnement des publics âgés et handicapés, ou encore la prise en compte des savoirs expérientiels. Une synthèse en fin de journée a ensuite permis de revenir sur les principaux enjeux soulevés et d'interroger certaines perspectives d'évolution du secteur. En introduction, une intervention de Marie-Anne Montchamp, Présidente du Conseil de la CNSA, sur « Action publique et grands chantiers de la transformation de l'offre médico-sociale » a permis de marquer cette journée d'un temps fort pour la communauté de recherche et d'action dans le champ de l'autonomie. Trois sessions thématiques et une synthèse ont ensuite composé cette journée :

- Session 1. Repenser l'attractivité des métiers de l'accompagnement
- Session 2. Diversifier les modes d'habiter pour les personnes âgées en perte d'autonomie et les personnes en situation de handicap
- Session 3. Mobiliser les savoirs expérientiels pour transformer l'offre médico-sociale ?
- Synthèse de la journée par un Grand Témoin

Au total, ce sont 13 chercheurs financés dans le cadre des AAP du Programme Autonomie, auxquels s'ajoutent 3 discutants supplémentaires, qui ont présenté leurs travaux et les ont discutés collectivement lors de ce webinar. Lors de la journée, sans comptabiliser les intervenants et organisateurs, 64 participants étaient présents en matinée et 37 en après-midi sur 134 inscrits (hors intervenants), soit un taux de participation de 50% et 29% respectivement.

A la suite de cet événement, les supports de présentation des intervenants et les rediffusions de la journée ont été publiés sur [la page dédiée à ce RDV sur le site internet de l'IReSP](#).

A la suite de cet événement, un livret de synthèse des projets financés éclairant l'offre médico-sociale et sa transformation est venu compléter les échanges engagés. A travers des synthèses rédigées par les équipes de 22 projets de recherche (en cours ou terminés), ce livret présente les connaissances scientifiques produites sur le médico-social et organisées autour de 5 thématiques différentes :

- Les « Modalités d'accompagnement » ;
- Les formes d'« Habitats alternatifs & modes d'habiter » ;
- Les « Métiers de l'accompagnement » ;
- Le « Parcours de vie » ;
- Les « Savoirs expérientiels ».

Ces thèmes articulent ainsi différents angles d'exploration de l'offre médico-sociale et de ses chantiers de transformation.

Le livret est accessible ici : <https://iresp.net/publication/livret-de-syntheses-des-projets-finances-entre-2017-et-2020-eclairant-loffre-medico-sociale-et-sa-transformation/>

d. Le 5^e RDV de l'IReSP « Les conditions de participation »

Cet événement s'est tenu en ligne le 10 juin 2021 sur la thématique « Les conditions de participation : représentation, rémunération et éthique dans le cadre des approches participatives pour la recherche en santé publique ».

Les objectifs principaux de cet événement étaient d'informer les acteurs intéressés sur la question des conditions de la participation des acteurs non-chercheurs aux projets de recherche, et de discuter de ces conditions en proposant des focus longs sur trois aspects :

- Éthique dans le cadre des approches participatives pour la recherche en santé publique

- Représentation des acteurs non-chercheurs
- Rémunération des acteurs non-chercheurs

S'en est suivi un temps de partage d'expérience autour de 5 projets de recherche ayant intégré des populations cibles de la recherche.

109 personnes se sont inscrites à l'évènement (hors intervenants) et 73 personnes se sont connectées, soit un taux de participation de 67% .

A la suite de cet événement, les supports de présentation des intervenants et les rediffusions de la journée ont été publiés sur [la page dédiée à ce RDV sur le site internet de l'IRESP](#).

e. Le 6^e RDV de l'IRESP « De la représentation du tabagisme jusqu'aux pratiques et stratégies de sevrage »

Pour faire écho au mois de novembre et sa campagne nationale « Moi(s) sans Tabac », l'IRESP a organisé une matinée scientifique dédiée à la recherche contre le tabagisme qui s'est déroulée le mardi 9 novembre 2021 de 9h30 à 12h00 en visioconférence.

En partant de présentations de résultats de projets de recherche financés en 2018 par le fonds de lutte contre le tabac (devenu fonds de lutte contre les addictions), dans le cadre de l'appel à projets « Recherche et interventions pour réduire et lutter contre le tabagisme » de l'IRESP et l'INCa, il s'agissait de s'interroger sur les différences de connaissances, représentations, et/ou approches et stratégies d'aide au sevrage pour deux catégories de populations spécifiques : les personnes âgées et les personnes atteintes de troubles psychiques.

Lors de cette demi-journée, sans comptabiliser les intervenants et organisateurs, 45 participants étaient présents. Le nombre d'inscrits (77 au total) restait relativement modéré mais compréhensible au vue de la thématique assez ciblée qui restait axée sur deux catégories de populations particulières : personnes âgées et personnes avec troubles psychiques fumeurs. Cela représente un taux de participation de 58%.

A la suite de cet événement, les supports de présentation des intervenants et les rediffusions de la journée ont été publiés sur la page dédiée à ce RDV sur le site internet de l'IRESP ([lien](#)).

f. Le 7^e RDV de l'IRESP « Les défis de l'offre médico-sociale dans le champ de l'autonomie »

Cette table ronde s'est tenue en matinée du 16 novembre 2021. Celle-ci a permis d'éclairer 3 grands défis dans le secteur de l'offre médico-sociale, à savoir celui de la désinstitutionalisation et des enjeux qu'elle soulève, celui de la prise en charge à domicile et du rôle des aidants dans l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie, et enfin la pluralité des acteurs, savoirs et pratiques du secteur et des défis de coordination et de transférabilité que cela soulève. Lors de cet événement, ce sont les apports de la recherche sur ces questionnements qui ont pu être présentés par les différents intervenants.

Au total, ce sont 5 chercheurs en proximité avec l'IRESP et son Programme Autonomie, qui ont présentés leurs réflexions sur différents grands défis de l'offre médico-sociale. Cet événement ne reposant pas sur un format classique de présentation de résultats de recherche, un temps de préparation visant à établir les périmètres d'intervention de chacun des intervenants a été mobilisé. Il a été essentiel également pour favoriser une meilleure articulation et complémentarité entre chaque propos. Lors de cette matinée, 86 participants ont assisté à l'évènement.

A la suite du webinaire, la rediffusion de l'évènement sera publiée sur [la page dédiée à ce RDV sur le site internet de l'IRESP](#).

2. Les Cafés de l'IRESP

Depuis 2021, l'IRESP propose une nouvelle action de diffusion des résultats des projets financés dans le cadre de ses appels à projets. Sous forme de micro-webinaire (30 min), les Cafés de l'IRESP permettent à un porteur de projet de présenter les principaux résultats de sa recherche. Réalisé sur le temps de la pause

méridienne, ce format synthétique vise à attirer des publics dont l'intérêt scientifique ou professionnel porte précisément sur la thématique présentée et à favoriser des échanges informels entre eux et le porteur de projet.

Les objectifs poursuivis par les Cafés de l'IReSP sont multiples :

- Diversifier les formats de diffusion des résultats des projets financés ;
- Elargir les profils des participants aux événements de diffusion des résultats de projets financés en proposant un format plus synthétique ;
- Produire du matériel enregistré synthétique, rediffusable sous forme de capsule vidéo sur le site internet de l'IReSP ;
- S'inscrire dans une approche de science ouverte.

Au cours de l'année, deux Cafés de l'IReSP ont été organisés en ligne.

a. 1^{er} Café de l'IReSP « Evaluation d'un dispositif de transfert de connaissances sur les modalités de pilotage et de mise en œuvre de la prévention en région »

Organisé le 8 juin 2021, de 13h à 13h30, ce 1^{er} Café a invité Mme Linda Cambon – Professeure à l'Université de Bordeaux, Titulaire de la Chaire Prévention, SPF - ISPED – à présenter les résultats de son projet de recherche finalisé et financé dans le cadre de l'appel à projet Général volet Prévention de 2016 intitulé « TC-REG : Evaluation d'un dispositif de transfert de connaissances sur les modalités de pilotage et de mise en œuvre de la prévention en région ».

Cet événement a rassemblé 52 participants. En ce qui concerne leurs profils, c'est une majorité de « chargés de projets » d'institutions de santé publique (ex : IREPS, ARS, Santé Publique France, DGS, INCa) et d'épidémiologistes qui ont assisté à la présentation.

A la suite de ce Café, la rediffusion de l'événement a été publiée sur [la page dédiée à l'événement sur le site internet de l'IReSP](#).

b. 2^e Café de l'IReSP « Modalités de prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées »

Organisé le 30 septembre 2021, de 13h à 13h30, ce 2^{ème} Café a invité Mme Amélie Carrère – Économiste à l'Institut des politiques publiques – à présenter les résultats du projet de recherche sur lequel elle a conduit sa thèse, un projet mené avec Emmanuelle Cambois – Directrice de recherche à l'Institut national d'études démographiques – finalisé en octobre 2020 intitulé : « Prise en charge de la dépendance des personnes âgées : Une analyse des Déterminants de l'Institutionnalisation ou du MAintien à DOmicile (DIMADO) ».

Cet événement a rassemblé 19 participants. En ce qui concerne leurs profils, ce sont majoritairement des acteurs appartenant au monde académique (chercheurs, professeurs ou étudiants) qui ont participé à cette édition des Cafés de l'IReSP. A ceux-là s'ajoutent quelques professionnels, et notamment des professionnels du secteur médico-social (pharmacien, directeur d'établissement, ergothérapeute...).

A la suite de ce Café, la rediffusion de l'événement a été publiée sur [la page dédiée à l'événement sur le site internet de l'IReSP](#).

3. Autres événements

a. Session d'un cycle de conférences sur les politiques des drogues

Au cours de l'année 2021, le pôle Addictions de l'IReSP s'est associé au Conservatoire National des Arts et Métiers (Cnam) dans le cadre du cycle de conférences sur les politiques des drogues qu'ils organisent afin de monter un séminaire commun intitulé « Santé publique et drogues, où en est-on ? ».

Cet événement a eu lieu le 28 septembre 2021 de 10h à 13h, et a mobilisé 9 intervenants autour de la thématique. Une cinquantaine de personnes se sont connectées.

Cet événement va donner lieu à la publication d'actes en début d'année 2022, et un second partenariat dans le cadre du même cycle de conférence est en cours d'élaboration.

b. Webinaire de lancement et de présentation des AAP du Programme Autonomie

De manière inédite au sein de l'IRESP, un webinaire de lancement et de présentation des AAP du Programme Autonomie a été organisé le 18 mars 2021. Cet événement avait pour objectif d'accompagner la communauté d'acteurs intéressée par le Programme Autonomie dans la compréhension des périmètres de chaque appel à projets, des modalités de candidature, ainsi que des procédures de sélection des projets. Plus précisément, plusieurs objectifs spécifiques étaient poursuivis :

- Présenter et rendre plus visible le partenariat IRESP/CNSA autour du Programme Autonomie ;
- Rendre visible le programme Autonomie auprès de la communauté de chercheurs en SHS et en Santé publique et apporter des précisions sur les AAP ;
- Anticiper certaines demandes de clarification ou de renseignements formulées habituellement par les chercheurs par e-mails ou téléphone ;
- Tester et évaluer un nouveau format de communication autour du lancement des appels à projets.

Le webinaire s'est déroulé via la plateforme GoToWebinar de 9h30 à 12h00. 341 personnes se sont inscrites (dont 103 acteurs de la recherche et 238 parties prenantes). 220 personnes se sont connectées pour y assister.

À la suite de ce webinaire, une Foire aux questions (FAQ) spécifiques au Programme Autonomie a pu être réalisée par l'IRESP, reprenant les questions récurrentes et celles posées lors de l'événement. Cette FAQ a été publiée sur [la page dédiée à ce programme sur le site internet de l'IRESP](#). Cette dernière intervient également en réponse aux nombreuses demandes d'information reçues par mail et téléphone durant la période de candidatures, et qui pour certaines portent sur des aspects récurrents pouvant être éclairés à travers une FAQ. En outre, le dépôt des supports de présentation en version accessible, tout comme la diffusion des replays de l'événement sur cette même page dédiée, ont permis à tous les acteurs intéressés de s'informer pleinement sur le Programme Autonomie.

4. Subventions accordées pour l'organisation de colloques (hors AAP)

En complément de sa participation au fonctionnement de l'IRESP et aux appels à projets, la DGS met à disposition de l'IRESP une subvention spécifique dont l'objectif est le soutien d'événements (réalisés par des équipes scientifiques).

En 2021, l'IRESP a reçu 12 demandes officielles (par formulaire) de subventions via ce mécanisme. Cette augmentation par rapport à l'année 2020 (6 reçues) s'explique sans doute par l'amélioration du contexte de crise sanitaire qui a limité en 2020 la possibilité d'organiser des événements. Sur ces 12 événements, **5 événements** étaient dans le champ de l'IRESP et concerne les événements suivants:

"Conduite addictive à l'adolescence : enjeux et accompagnements", Centre hospitalier Camille Claudel

"Des pratiques de jeux et des jeux de pratiques de prévention", Association Groupe Ecoute Information Dépendance

« Agir en situation d'incertitude et de controverse : quels enseignements pour la santé publique ? », Société Française de Santé Publique

"Atlantic Exposome Summer School", Université de Rennes 1 (EPSCP)

"The 3rd Corsican Summer School on Modern Methods in Biostatistics and Epidemiology - Statistical methods and recent advances in statistical methods for excess risk analysis", Université Aix-Marseille

Ces subventions permettent de façon plus exceptionnelle le financement d'activités d'appui à la recherche, après accord de la DGS. Dans ce cadre, le financement d'un stage pour réaliser l'état des lieux et préconisations pour le développement de la recherche en services, interventions et politiques en santé en France (PRECEPTE) a été mis en place.

Au total, cela représente un montant **de 22 490 €**.

5. Outils de Communication

Les outils de communication de l'IReSP sont les suivants :

- Lettre d'information en Santé Publique
- Revue « Questions de santé publique »
- Site internet iresp.net
- Page LinkedIn
- Chaîne YouTube

En 2021 chacun de ces outils a été géré de façon indépendante par certaines chargées de mission. En novembre 2021 a été mis en place un Groupe de Travail (GT) "Communication" afin de permettre une gestion plus partagée et coordonnée au sein de l'équipe. Ce GT est composé de l'ensemble des chargées de mission de l'IReSP, celles-ci se répartissent la gestion des outils de communication afin d'être au moins deux par outil. Le GT se réunit toutes les deux semaines afin de travailler à l'amélioration continue de la communication de l'IReSP et de ses outils.

Les missions de GT sont amenées à évoluer. Une réflexion est menée sur le recrutement d'un/e chargé/e de Communication au sein de l'équipe.

a. Lettre d'information en Santé publique

Cette lettre d'information électronique mensuelle affiche les actualités de l'IReSP et de ses Membres. Elle recense également les appels d'offres et appels à projets, les événements scientifiques relatifs à la recherche (congrès, séminaires, colloques, etc.), la parution de documents (livres, rapports, plans nationaux, articles, etc.) et les offres d'emploi dans le domaine de la santé publique.

Elle s'adresse à plus de 2500 chercheurs, acteurs institutionnels et acteurs du champ de la santé publique et est disponible sur le [site de l'IReSP](#).

En 2021, un travail de refonte du format de la lettre a été entamé dans l'objectif de moderniser cet outil de communication et de le rendre plus lisible et accessible.

b. Revue « Questions de santé publique »

L'IReSP a créé, en 2008, un bulletin à large diffusion intitulé « Questions de Santé Publique » dont l'objectif éditorial est de porter à la connaissance d'un large public (enseignants, étudiants, journalistes, décideurs, milieux de la recherche, associations, public concerné) les informations les plus récentes concernant des questions importantes de santé publique, rédigées de manière à être lisible et compréhensible pour des non spécialistes, en garantissant que les informations publiées sont validées scientifiquement.

Trois numéros ont été publiés en 2021 :

- Anne Marie Moulin et Damiano De Facci, « Peut-on tirer des leçons de l'Histoire pour la crise du Covid-19? », Questions de Santé Publique, N°41, mars 2021.
- Chantal Julia, Mathilde Touvier, Pilar Galan, Serge Hercberg, « Le Nutri-Score, un étiquetage nutritionnel s'appuyant sur des bases scientifiques solides », Questions de Santé Publique, N° 42, juin 2021.
- Numéro coordonné par le pôle expertise collective de l'Inserm « Réduction des dommages associés à l'alcool : quelles stratégies de prévention et d'accompagnement ? », Questions de Santé Publique, N° 43, décembre 2021.

L'année 2021 a aussi été l'année de renouvellement du marché. Le prestataire sélectionné est EDP Sciences (ancien prestataire) en charge de l'édition, impression et diffusion du bulletin. Ce marché a une durée maximale de 48 mois et prendra fin au plus tard le 14 juillet 2025.

c. Site internet

En fin d'année 2020, une refonte du site internet de l'IRESP a été initiée. Cette refonte a été suivie par un groupe de travail constitué de chargées de mission de l'IRESP. Les modifications apportées ont eu pour but de :

- Redéfinir et mettre à jour le contenu du site ;
- Réorganiser le contenu avec la création d'un grand onglet "Thématiques" présentant les grands programmes d'action de l'IRESP et leurs déclinaisons en termes d'actions ;
- Créer un moteur de recherche recensant les projets financés par l'IRESP ;
- Permettre au public de trouver des informations sur les actions de l'IRESP de façon plus aisée.

Cette refonte a été mise en œuvre au premier semestre 2021 par le prestataire en charge de la gestion du site de l'IRESP. Elle a été finalisée par la mise en ligne du nouveau site début août 2021.

En 2021, le site internet de l'IRESP a eu plus **de 23 000 connexions et près de 98 000 pages visitées**.

Parmi les 5 pages les plus vues, 4 concernent des pages des appels à projets (AAP du Programme Autonomie, présentation des financements existants à l'IRESP, AAP Recherche en Santé Publique 2020, AAP SPA 2021). Enfin la dernière est la page sur la revue de l'IRESP "Questions de Santé Publique".

Il est à noter que depuis la refonte du site et sa mise en conformité avec le RGPD une partie des connexions n'est plus répertoriée, les utilisateurs ayant la possibilité de ne pas accepter les cookies. Les chiffres présentés sont donc sous-estimés.

Un des éléments majeurs de la reprise du site internet a été la création d'un moteur de recherche des projets financés dans le cadre des AAP de l'IRESP. Il s'agit plus concrètement [d'un onglet disponible sur le site internet](#) qui présente les principales informations et résultats de chaque projet financé, sous forme de fiche-projet. Ce moteur de recherche a été conçu en dialogue entre le Groupe de travail valorisation et diffusion et le prestataire ayant la gestion du site internet.

Figure 4 : Présentation de la page d'accueil du moteur de recherche des projets financés



Ce moteur valorise les projets financés dans le cadre des appels à projets de l'IRESP et propose des filtres de recherche par mots-clés, programme de soutien, nom de porteur, année de l'appel, etc. Il s'inscrit directement dans la volonté de l'IRESP de mettre en valeur et diffuser les connaissances produites par les équipes de recherche qu'il soutient.

Le travail de remplissage de ce moteur de recherche a débuté parallèlement à sa conception. Il consiste en la collecte d'informations relatives à chaque projet financé, à ses résultats et principales productions. Au cours de cette année 2021, c'est la quasi-intégralité des projets financés sur l'année 2016 qui a été renseignée et entrée sur le site internet de l'IRESP. L'ouverture publique de ces projets sur le moteur de recherche a eu lieu en début d'année 2022.

d. Page LinkedIn

Pour rendre plus visibles les actions de l'IReSP, l'équipe a créé [une page LinkedIn](#) en octobre 2019, notamment pour afficher lesancements des appels à projets, annoncer les séminaires/journées scientifiques et partager les actualités. Au 14 décembre 2021, la page compte 2 569 abonnés.

Perspectives

Après l'adhésion de 2 nouveaux Membres en 2021, il s'agira en 2022 de renforcer les synergies entre Membres autour d'actions transversales fortes comme le colloque Recherche participative qui se tiendra les 9 et 10 mars, le Grand Rendez-vous Santé mentale qui se tiendra le 7 juillet ou la journée d'échange autour des réseaux de recherche prévue à l'automne. Cette synergie sera également renforcée autour du développement du Portail FReSH, véritable outil de soutien à la recherche en santé.

Il s'agira également de poursuivre le travail de fond sur l'identification des besoins de recherche, le soutien et l'accompagnement des projets, le développement d'outils de support à la recherche et la diffusion des résultats.

Plus précisément, *l'identification des besoins* s'appuiera sur les bilans réalisés en 2021 (Bilan Autonomie, livret des recherche ESTOMS, bilan sur les réseaux financés), sur les événements ayant déjà consacré un temps à cette identification (Grand Rendez-vous sur les inégalités sociales de santé, séminaires ESTOMS, mois de la concertation Addictions) et ceux à venir, ainsi que sur la poursuite des échanges avec les Membres et avec le COS. Des séminaires de travail co-organisés avec la CNAM permettront notamment de faire émerger des besoins de recherche autour des organisations de santé et des modes de rémunération autour des expérimentations permises par l'article 51⁶ de la loi de financement de la sécurité sociale.

Les appels à projets des différents programmes seront reconduits et adaptés en fonction des besoins identifiés. Aux appels déjà existants en 2021 s'ajouteront en 2022 :

- un appel sur les addictions sans substances dans le cadre de l'élargissement du périmètre du FLCA, et
- un dispositif de soutien à la recherche sur les effets de l'exposition in-utéro du Valproate de sodium et de ses dérivés.

Par ailleurs, l'IReSP poursuivra et renforcera ses interactions avec la DGOS et l'ANR dans le cadre du futur Partenariat « *Transforming Health and Care System* » et veillera à informer et préparer les équipes de recherche française à répondre aux AAP européens lancés sur le sujet.

En ce qui concerne *le suivi des projets*, l'IReSP va engager une démarche pour renforcer les échanges avec les Membres qui financent des projets, selon les besoins exprimés lors du séminaire des Membres.

Concernant la diffusion des résultats, les actions d'animation et de diffusion se poursuivront avec la mise en valeur des synthèses de résultats dorénavant facilitée par le nouveau modèle de rapport final construit en 2021 et par le moteur de recherche développé sur le site web de l'IReSP. Plusieurs Rendez-vous sont également prévus sur les différents champs thématiques afin de faciliter les échanges entre acteurs autour des résultats des recherches financées.

Toutes ces actions et perspectives devront s'articuler avec les Plans nationaux et les Stratégies nationales concernant le périmètre de l'IReSP, en particulier avec les grands programmes et équipements prioritaires de recherche déjà lancés (PPR Autonomie, PEPR Santé numérique, etc.) ou potentiellement à venir (« Exposome et inégalités sociales de santé (EXPO-DIS) », « Santé mentale et psychiatrie (PROPSY) », « Fertilité, endométriose et valproate de sodium », sur le vieillissement (BioAgir), etc.).

⁶ Article qui introduit un dispositif permettant d'expérimenter de nouvelles organisations en santé reposant sur des modes de financement inédits, dès lors que ces nouvelles organisations contribuent à améliorer le parcours des patients, l'efficacité du système de santé, l'accès aux soins ou encore la pertinence de la prescription des produits de santé.

ANNEXE 1 : Liste des projets retenus pour financement par AAP en 2021

Programme services, interventions et politiques favorables à la santé

Liste des projets retenus pour financement

AAP	Coordonnateur	Titre du projet
RSP 2020	ALBERTI Corinne	Intervention de promotion du bien-être et de la santé mentale dans une communauté en ligne d'adolescents
RSP 2020	BATTY Magali	Evaluation de l'acceptabilité d'un dispositif numérique de dépistage
RSP 2020	COURTOIS Robert	Expérimentation d'un programme de prévention des violences dans les relations amoureuses « Sortir Ensemble & Se Respecter » chez des jeunes
RSP 2020	GARLANTEZEC Ronan	Comparaison d'un suivi en filière physiologique, avec prise en charge globale et personnalisée des couples en périnatalité, versus suivi en filière conventionnelle, sur l'établissement précoce de la relation mère-enfant, le vécu de l'accouchement et l'état psychique des parents dans le post-partum.
RSP 2020	GIRARD Gabriel	Services de santé auprès des minorités LGBT
RSP 2020	LAMY Sébastien	Impact de la crise sanitaire liée au COVID-19 sur le recours à l'hospitalisation à domicile chez les patients atteints de cancers traités par chimiothérapie IV. L'exemple de la région Occitanie.
RSP 2020	MELLERIO Hélène	"Nouvelles Organisations pour les Maladies chroniques des ADolescents" Impact des nouvelles organisations de transition sur le succès de la transition chez les adolescents porteurs de maladie chronique
RSP 2020	PENEAU Sandrine	Mindful eating : adaptation of observational and interventional tools to general and vulnerable French populations
RSP 2020	PERETTI-WATEL Patrick	COnditions de Vie des JEunes & COronavirus
RSP 2020	SAETTA Sébastien	Psychiatrie et libertés individuelles : étude d'établissements caractérisés par un moindre recours à la coercition
RSP 2020	THIBAUT Hélène	projet Pilote : conditions d'Efficacité, Transférabilité et mise à l'échelle d'Interventions pour le repérage Précoce et la Prévention de l'Obésité chez les nourrissons dès la sortie de la maternité du CHU de Bordeaux
RSP 2020	LEAUNE Edouard	Endeuillés par le Suicide d'un Proche: étude de faisabilité d'un Outil numérique d'Informations et Ressources pour la Résilience et le Soutien
RSP 2020	LECOUTEUX Guilhem	Technologies Immersives et Nudges pour la prévention des Comportements à Risque chez les Jeunes

Programme « Autonomie : personnes âgées et personnes en situation de handicap »

Liste des projets retenus pour financement

AAP	Coordonnateur	Titre du projet
Blanc 12	SENTENAC Mariane	Etude des déterminants Précoces de l'Inclusion SCOLAIRE chez des enfants grands Prématurés porteurs d'une déficience motrice ou cognitive - EPISCOPE
Blanc 12	DUBOIS Cécile	Equité géographique et politiques décentralisées : normes et mesures en matière d'aide à l'autonomie des personnes âgées
Blanc 12	DUBNITSKIY Sophie	Évaluation du coût des parcours de soins selon le risque de fragilité hospitalière des patients de 75 ans et plus
Blanc 12	PREAU Marie	Co-construction d'une d'Éducation Thérapeutique du patient dans une démarche de recherche communautaire avec des patients Aphasiques Et leurs aidants (ETAPES)
Blanc 12	GENTILE Stéphanie	Etre un proche aidant pendant les études universitaires en France : prévalence, analyse préliminaire des besoins et impact sur la réussite des études
Blanc 12	ESPAGNACQ Maude	Conséquences des restrictions d'accès aux soins et à l'accompagnement habituels des personnes en situation de handicap pendant la pandémie de Covid-19
Blanc 12	VUILLERME Nicolas	Accessibilité et Droit à l'espace public des Aînés : une entrée par la Marche
SCMR 2	DELPORTE Muriel	Déficience intellectuelle et maladie d'Alzheimer
SCMR 2	BAUMSTARCK Karine	Polyhandicap : le réseau communautaire de recherche
ESTOMS 3	CRET Benoit	Une économie territoriale de la captation: les dynamiques concurrentielles au sein du secteur des Ehpad
ESTOMS 3	SOPADZHIYAN Alis	Politiques d'Appui à la Coordination pour l'accompagnement des personnes en Situation complexe : dynamiques et enjeux LOcaux dans quatre secteurs d'intervention publique
ESTOMS 3	LIGIER Fabienne	COOrdination et Parcours de soins psychiques chez les Enfants : une Recherche-ACTION autour du CMPP de Haute Marne
ESTOMS 3	CAMBON Linda	Recherche sur les conditions de Transférabilité des Innovations dans l'Accompagnement des Personnes handicapées afin d'élaborer une démarche d'aide au transfert (TIAP)
ESTOMS 3	CARRERE Amélie	EVolution de l'Offre de prise en charge de la Perte d'Autonomie et CHOix des Personnes Âgées (EvOPACHoPA)

Programme Addictions

Liste des Projets retenus pour financement dans le cadre des trois appels 2021

Appel	Nom du porteur	Titre du projet	Laboratoire du porteur
AAC SPADOC 2021	DE MAIO Giulia	Mécanismes épigénétiques de vulnérabilité à l'addiction à la cocaïne : étude du rôle de l'histone méthyl-transférase PRDM2 au moyen d'un modèle animal basé sur les critères cliniques de la pathologie.	Inserm U1215 - Neurocentre Magendie
AAC SPADOC 2021	DOTSIKAS Katharine	Inégalités socio-territoriales dans la consommation de substances psychoactives	Institut Pierre Louis d'Epidémiologie et de Santé Publique (IPLESP) - Inserm
AAC SPADOC 2021	FILIPE Estelle	Les trajectoires sociales des femmes ayant un usage de drogues problématique en France (métropolitaine et Guyane) : parcours de vie, usages et prises en charge au prisme du genre.	Inserm U1276/EHESS CNRS UMR8044 - Centre d'Etudes des Mouvements Sociaux
AAC SPADOC 2021	LEHOUX Thomas	Usage Clinique de la Réalité Virtuelle en Thérapie Cognitivo-Comportementale pour le Contrôle du Craving et la Maîtrise de la Consommation chez des Usagers de Cocaïne	UR 4440 - Laboratoire de Psychologie des Cognitions
AAP SPA 2021 - Volet 1	AIRAGNES	Consequences of the COVID-19 pandemic for substance users: risk of infection and changes in patterns of substance use. Longitudinal analyses from SAPRIS responders of the CONSTANCES cohort.	INSERM UMS 011, Population-based Epidemiologic Cohorts.
AAP SPA 2021 - Volet 1	BEN LAKHDAR	The emPOWERment of Persons with Intellectual Disabilities through physical activity to manage their addictive behavior	Lille – Economie – Management (LEM) UMR 9221 CNRS
AAP SPA 2021 - Volet 1	LALANNE-TONGIO	Biopsychosocial markers of addiction in opioid users: an integrated approach	INSERM 1114 / Faculté de médecine de Strasbourg/Hôpitaux universitaires de Strasbourg
AAP SPA 2021 - Volet 1	MALLET	Treatment of Alcohol DEpendence with LYsergic acid diethylamide: translational approach and clinical efficacy study	U1127 - ICM, équipe NERB, Hopital Pitié Salpêtrière

AAP SPA 2021 - Volet 1	ROLLAND	BAClofen for supporting BEnzodiazepine Titration in benzodiazepine use disorder	Service Universitaire d'Addictologie de Lyon, Hospices Civils de Lyon - Hopital Edouard Herriot
AAP SPA 2021 - Volet 1	ROUX	CheckKnow: a drug-checking evaluation study to improve knowledge and decrease health complications in people who use drugs in France	Inserm SESSTIM UMR1252 équipe Santercom
AAP SPA 2021 - Volet 1	THIRIET	Role of brain cholesterol homeostasis in drug addiction and relapse processes	Laboratoire LNEC, INSERM U1084, équipe Neurobiologie et Neuropharmacologie de l'Addiction
AAP SPA 2021 - Volet 3	BLOCH	Etude exploratoire des réseaux sémantiques des patients présentant un trouble de l'usage d'alcool	INSERM UMR-S1144 – "Optimisation thérapeutique en neuropsychopharmacologie" Equipe 1
AAP SPA 2021 - Volet 3	BOYER	Impact de la fumée de cigarette sur les capacités de régénération alvéolaire au cours de l'emphysème pulmonaire	Institut Mondor de Recherche Biomédicale (IMRB), Inserm U955
AAP SPA 2021 - Volet 3	NGUYEN KHAC	La dysbiose du microbiote intestinal dans l'Hépatite Alcoolique Aigue Sévère: une approche translationnelle	INSERM UMRS 1247 - GRAP, Université de Picardie Jules Verne
AAP SPA 2021 - Volet 3	PERNEY	Analyse de la Prévalence des Violences Subies ou Commises par des Patients Souffrant d'Addiction pris en charge dans une structure de soin	CHU de Nîmes, Service d'Addictologie
AAP SPA 2021 - Volet 3	ROUX	Evaluation d'une intervention d'éducation au lavage des mains sur les abcès auprès des personnes qui injectent des drogues	Inserm SESSTIM UMR1252 équipe Santercom
AAS SPA 2021	ALLA	Réseau SO-RISP	Equipe MÉRISP - BPH Inserm U1219 - Université de Bordeaux
AAS SPA 2021	COUDERC	Création d'un Système Addictions France d'Accès Numérique aux données de santé du médico-social en addictologie pour la Communauté scientifique	Association Addictions France
AAS SPA 2021	JAUFFRET-ROUSTIDE	Réseau "Sciences sociales, drogues et sociétés" - D3S	Cermes3 (Inserm U988)
AAS SPA 2021	NAASSILA	Reseau National de Recherche en Alcoologie	Groupe de Recherche sur l'Alcool & les Pharmacodépendances (GRAP) - Unité Inserm UMRS 1247 - Université de Picardie Jules Verne
AAS SPA 2021	ROUX	Groupe de recherche interdisciplinaire et communautaire sur la Réduction des Risques liés à l'usage de drogues	SESSTIM UMR1252 - Aix Marseille Université

ANNEXE 2 : Résultats préliminaires du projet PrevHPV



Phase diagnostique : Résultats préliminaires

1/ Questionnaires auto-administrés sur les connaissances, représentations, attitudes et obstacles perçus vis-à-vis des infections HPV et de la vaccination anti-HPV

Populations	Principaux constats
Adolescents scolarisés en classes de 4 ^{ème} ou 3 ^{ème} ✓ 827 questionnaires recueillis (Objectif initial : 1000 questionnaires)	- Manque de connaissances sur les HPV, les infections qui y sont liées et l'existence du vaccin anti-HPV. - Faible recours à la vaccination. - Attitudes vis-à-vis du vaccin plutôt positives. - Les raisons qui motivent à se faire vacciner sont : le fait de se protéger du cancer et de stopper la transmission du virus. - Le conformisme social joue un rôle important chez les adolescents. - Les raisons de non-vaccination sont liées à l'absence de connaissance du vaccin et à la peur des injections.
Professionnels de santé scolaire, directeurs et enseignants des collèges ✓ 280 questionnaires recueillis (Objectif initial : 300 questionnaires)	- Manque de connaissances sur l'existence des HPV et du vaccin anti-HPV. - Connaissances erronées : « le préservatif offre une protection suffisante ». - Le thème de la vaccination n'est pas souvent abordé dans les établissements scolaires contrairement à l'alimentation, le tabac, les écrans. - Principal levier identifié pour améliorer la couverture vaccinale contre les HPV : fournir une information sur les HPV et la vaccination aux professionnels de santé, aux parents et aux adolescents.
Étudiants en santé ✓ 596 questionnaires recueillis (Objectif initial : 1000 questionnaires)	- Le rôle des HPV sur le cancer du col de l'utérus est bien connu mais le rôle des HPV sur les autres cancers et sur les condylomes est beaucoup moins connu. - Le préservatif est considéré comme un outil de prévention efficace contre les HPV. - La mise en place d'une formation sur les infections HPV est nécessaire auprès de ces étudiants avant qu'ils puissent intervenir sur le sujet auprès d'adolescents.

2/ Enquêtes de type conjoint*

Adolescents scolarisés en classes de 4 ^{ème} ou 3 ^{ème} ✓ 1458 questionnaires recueillis (Objectif initial : 1000 questionnaires)	- Le fait de parler du risque oncogène est un élément de langage plus motivant que parler du risque de verrues. - Il vaut mieux également évoquer « l'absence de confirmation scientifique d'un effet indésirable » que parler de « balance bénéfices/risques ». - Le fait de pouvoir faire « disparaître la maladie » par la vaccination des jeunes est également un élément mobilisateur. - Le fait de faire appel au conformisme social en parlant des pays voisins qui ont un fort taux de vaccination est également un élément de discours important. En revanche, la mention d'une couverture vaccinale « insuffisante » est à éviter. - La mention de la voie sexuelle de transmission n'avait pas d'impact sur la motivation à la vaccination.
Parents d'adolescents scolarisés en collège ✓ 538 questionnaires recueillis (Objectif initial : 1000 questionnaires)	- Le fait de parler du risque oncogène et d'une meilleure production d'anticorps avant 14 ans sont des éléments de langage plus motivants que la mention d'une meilleure efficacité avant l'entrée dans la sexualité active. - Il vaut mieux également évoquer « l'absence de confirmation scientifique d'un effet indésirable » que parler de « balance bénéfices/risques ». - Le fait de pouvoir faire « disparaître la maladie » par la vaccination des jeunes est également un élément mobilisateur. En revanche, la mention d'une couverture vaccinale « insuffisante » est à éviter. - Le fait de faire appel au conformisme social en parlant des pays voisins qui ont un fort taux de vaccination est également un élément de discours important.

* Enquêtes réalisées via des questionnaires « ConjointVac » visant à évaluer les éléments de communication qui favorisaient ou défavoriseraient l'adhésion à la vaccination des adolescents et de leurs parents

3/ Focus groups (entretiens de groupe)

Parents d'adolescents scolarisés en collège et **professionnels** de collèges

- ✓ **4 focus groups auprès de parents d'élèves** (15 parents – mères -- au total).
- ✓ **3 focus groups auprès de professionnels** (14 professionnels -- infirmières scolaires, agents administratifs ou enseignants – au total)
(Objectif initial : 5 focus group parents et 5 focus group professionnels)

- *Manque de connaissances sur les HPV et la vaccination anti-HPV* (et donc une *faible perception du risque* d'infection par HPV).
- Les *inquiétudes sur la sécurité du vaccin et les effets secondaires réels ou supposés* de ce dernier sont des freins fréquemment cités.
- L'*image négative de la vaccination en France* et le discours parfois contradictoire du corps médical sur la question sont identifiés comme des freins à la vaccination anti-HPV des adolescents.
- L'*information à apporter sur les HPV et la vaccination peut avoir lieu dans les établissements scolaires* mais aussi sur les *réseaux sociaux* très plébiscités par les jeunes.

4/ Entretiens individuels semi-directifs

Médecins généralistes

- ✓ **26 entretiens réalisés**
(Objectif initial : 25 à 30 entretiens)

- Les *éléments facilitateurs identifiés* concernant la vaccination anti-HPV sont l'*âge cible abaissé*, le *remboursement par l'assurance maladie* et l'*extension aux garçons*.
- Les freins identifiés par rapport à la vaccination anti-HPV chez les jeunes sont d'ordre organisationnel car *la population adolescente ne consulte pas régulièrement le médecin généraliste*.
- Les difficultés pour faire accepter la vaccination anti-HPV sont liées au fait que cela doit être *discuté avec les parents*, qui ne sont parfois pas présents lors de la consultation, sont parfois, hésitants ou hostiles (méconnaissance de la pathologie engendrée par les HPV ; doutes sur l'efficacité ou peur des effets secondaires liés à cette vaccination ; et surtout crainte d'évoquer l'entrée dans la vie sexuelle de leur(s) enfant(s)).
- La *relation de confiance* entre le médecin généraliste et son (ses) patient(s) est un *élément prépondérant*.

* * * * *